



REPUBLIQUE D'HAÏTI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

COMPTES NATIONAUX D'HAÏTI

NOUVELLE ANNÉE DE BASE 2012

SÉRIE REVISÉE : 2000 - 2019

Mai 2021

COMPTES NATIONAUX D'HAITI

NOUVELLE ANNEE DE BASE 2012

SERIE REVISEE : 2000 - 2019

Mai 2021

SOMMAIRE

	PAGE
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
AVANT-PROPOS	7
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	10
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	13
II. DEFINITION DES COMPTES NATIONAUX.....	14
III. DEFINITION DE L'ANNEE DE BASE	14
IV. IMPORTANCE DU CHANGEMENT DE L'ANNEE DE BASE.....	14
V. POURQUOI LE CHOIX DE 2011-2012 COMME ANNEE DE BASE?.....	15
VI. CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ELABORATION DES COMPTES DE 2012	16
VII. QUELQUES INDICATIONS SPECIFIQUES SUR LA METHODOLOGIE ET LES METADONNEES	18
7.1.A. Agriculture Végétale, Fruits et Légumes	18
7.1.B. Production Animale.....	19
7.2. Cas des Entreprises	19
7.3. Construction.....	20
7.4. Transport	20

7.5.	Entreprises de Service.....	21
7.6.	Administration Publique (APU) incluant les Collectivités Territoriales.....	22
7.7.	Education	23
7.8.	Santé et Actions Sociales	24
7.9.	Consommation Finale	24
7.10.	Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	26
7.11.	Commerce Extérieur	26
7.12.	Impôts sur la Production et les Produits	27
7.13.	Les Marges de Commerce et de Transport.....	28
VIII.	SOURCES DE DONNEES.....	28
IX.	NOUVEAUTES PAR RAPPORT A L'ANCIENNE BASE (PRINCIPAUX CHANGEMENTS).....	32
9.1.	Production de l'Administration Publique	32
9.2.	Calcul de la Consommation de Capital Fixe (CCF)	32
9.3.	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM)	34
9.4.	Secteur Informel.....	35
X.	PRESENTATION DES RESULTATS : REEVALUATION DU PIB DE 2011-2012.....	36
10.1.	Apports des trois (3) grands secteurs d'activité dans la réévaluation du PIB.....	37
10.2.	Facteurs explicatifs à la réévaluation du PIB et expérience des autres pays	37
10.3.	Changement dans la structure du PIB.....	39
10.4.	Impacts du changement de base sur l'Offre et la Demande Globales.....	40
10.5.	Contribution du Secteur Informel à la réévaluation du PIB de la Nouvelle Base	42

XI.	IMPACTS DU CHANGEMENT DE BASE SUR CERTAINS RATIOS	42
XII.	SERIES EXTRAPOLEE ET RETROPOLEE.....	44
XIII.	LIMITES ET PERSPECTIVES.....	44
	BIBLIOGRAPHIE.....	46
	ANNEXES.....	47
	Annexe 1 : Tableaux de l'année de Base 2012	48
	Equilibre Ressources Emplois par Produit	49
	Compte de Production et d'Exploitation	50
	Tableau des Ressources et des Emplois	51
	Annexe 2 : Séries Rétropolée et Extrapolée révisées du Produit Intérieur Brut (PIB) (2000-2019)	53
	Annexe 3 : Impôts sur la Production et les Produits.....	67
	Annexe 4 : Nomenclatures d'Activités et de Produits	70

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGD	Administration Générale des Douanes
APU	Administration Publique
BM	Banque Mondiale
BME	Bureau des Mines et de l’Energie
BRH	Banque de la République d’Haïti
CAPU	Consommation Finale des Administrations Publiques
CARICOM	Marché Commun des Caraïbes
CARTAC	Centre Régional d’Assistance Technique des Caraïbes
CCF	Consommation de Capital Fixe
CFM	Consommation Finale des Ménages
CI	Consommation Intermédiaire
CITI Rév. IV	Classification Internationale Type par Industrie Révision 4
CITI	Classification Internationale Type par Industrie
CN	Comptes Nationaux
CNS	Comptes Nationaux de Santé
CPC	Classification Centrale de Produits
DGC	Direction des Grands Contribuables
DGI	Direction Générale des Impôts
DINEPA	Direction Nationale d’Eau Potable et d’Assainissement
DMC	Direction des Moyens Contribuables
DSE	Direction des Statistiques Economiques
ECVMAS	Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages après le Séisme
EDH	Electricité d’Haïti
EEEI	Enquête Emploi et Economie Informelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
ICAE	Indicateur Conjoncturel d’Activité Economique
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique

INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
IPC	Indice des Prix à la Consommation
ISBLM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
MARNDR	Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENFP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MTIC	Ministère du Tourisme et des Industries Créatives
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCDE	Organisation de la Coopération pour le Développement Economique
OFATMA	Office d'Assurance, Accident du Travail, Maladie et Maternité
ONA	Office National d'Assurance-Vieillesse
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PSUGO	Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire
RGA	Recensement Général Agricole
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SyNSIP	Système National de Statistique et d'Informatique Publiques
TES	Tableau Entrée-Sorties
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TRE	Tableau Ressources Emplois
UCSA	Unité de Contrôle et de Supervision des Assurances
VA	Valeur Ajoutée

AVANT-PROPOS

Dans son souci permanent d'améliorer la qualité de ses produits, l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) se trouvait à la fois sur plusieurs chantiers au cours de ces dernières années.

En 2016, l'Institut a publié l'Indicateur Conjoncturel d'Activité Economique (ICAE) qui est un outil statistique utilisé quasiment par tous les pays de l'Amérique Latine pour l'analyse conjoncturelle du secteur réel de l'économie. L'ICAE est un indicateur de tendance très pertinent qui renseigne périodiquement sur l'évolution infra annuelle du Produit Intérieur Brut (PIB), d'où son importance fondamentale en termes de suivi et évaluation des mesures de politique économique.

Au début de l'année fiscale 2019, l'IHSI a construit une nouvelle génération d'Indices des Prix à la Consommation (IPC) à base 100 en 2017-2018. Ce travail a permis de prendre en compte les changements survenus dans les habitudes de consommation des ménages depuis 2004, l'année de l'ancienne base. Contrairement à l'ancien IPC qui a été calculé par la formule de Laspeyres en utilisant la moyenne arithmétique, le nouvel Indice utilise la moyenne géométrique, telle que recommandée par le Manuel de l'IPC du Fonds Monétaire International (FMI).

Le rebasage des comptes nationaux a été l'activité la plus complexe. Après la publication dans les années 2000 de la série des comptes nationaux selon la méthodologie de la base intérimaire de 1986-1987, comme son nom l'indique, Haïti ne devait pas attendre longtemps pour déterminer une nouvelle année de base. Par contre, des contraintes diverses ont forcé l'IHSI à prolonger la durée de vie de la base intérimaire de 1986-1987 jusqu'en 2020. Pourtant, plusieurs initiatives avaient été prises dans la perspective de la refonte des comptes nationaux, notamment la réalisation de certaines opérations statistiques telles que les enquêtes sur les transports, les télécommunications, la construction, l'emploi et l'économie informelle, les conditions de vie des ménages, etc.

Etant donné que les chiffres de la Comptabilité Nationale ne doivent souffrir d'aucun problème de comparabilité au niveau international, des démarches ont été aussi entreprises auprès des partenaires internationaux afin de s'assurer du respect des normes et standards universellement reconnus en la matière. Ainsi, l'IHSI a bénéficié dans un premier temps des assistances techniques du Fond Monétaire International (FMI), par le biais de CARTAC, et de l'Institut National de Statistique et des Etudes Economiques de France (INSEE). En effet, dès le mois de mai 2014, plusieurs missions de courte durée allaient être conduites par Charlotte Schiltz et Marion Pinot Libreros, respectivement pour l'INSEE et le FMI/CARTAC.

Cependant, ayant constaté que les travaux n'avançaient pas tout à fait au rythme souhaité, l'IHSI avait jugé bon, depuis 2017, d'opter pour le format de coopération qui avait été employé pour établir la base 1986-1987, à savoir l'utilisation des services d'un Consultant international résident. Des plaidoyers ont été faits auprès des partenaires et c'est ainsi que la Banque Mondiale avait accepté de financer, pour une durée de deux ans, les services de l'un des consultants recommandés par le FMI.

Ainsi, depuis le mois de mai 2018, les travaux de rebasage sont menés par l'équipe de la Direction des Statistiques Economiques (DSE) sous la supervision du Consultant international résident, qui a su apporter du sang neuf et un certain dynamisme au sein de l'équipe locale, malgré les difficultés de toutes sortes auxquelles on faisait face. Le Consultant s'est inspiré des rapports de mission laissés par Libreros et Schiltz pour avancer avec les travaux. Le niveau de compétence des cadres de la Direction des Statistiques Economiques de l'IHSI s'est amélioré avec cette expérience enrichissante, même s'ils ont encore des choses à apprendre pour être bien formés en matière de rebasage des comptes nationaux.

Ces travaux ont pu être menés à terme grâce à l'accompagnement du Ministère de tutelle, le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), et à la collaboration de nombreux partenaires de l'Administration Publique, des organismes autonomes, des entreprises publiques et du secteur privé qui ont accepté de fournir à l'IHSI les informations sectorielles de base nécessaires pour la construction des comptes. Aussi, la Direction Générale de l'IHSI saisit-elle l'occasion pour leur exprimer sa plus profonde gratitude.

Elle les encourage à poursuivre et à renforcer cette collaboration en vue d'améliorer non seulement la qualité des données sources, mais aussi de réduire le délai de transmission desdites informations pour que l'IHSI puisse parvenir à temps à mettre à la disposition de tous les utilisateurs des informations statistiques de plus en plus fiables et opportunes.

Cette Direction Générale tient aussi à exprimer ses plus sincères remerciements à l'endroit des partenaires internationaux tels que le FMI, la Banque Mondiale, le CARTAC et l'INSEE qui ont tous, à un titre ou à un autre, apporté leur appui à ce vaste chantier. Elle félicite et remercie aussi, de façon toute particulière, les cadres de la DSE, y compris le Consultant international, Monsieur Mukesh DAWOONAUTH, pour les nombreux sacrifices consentis tout au long de ces travaux.

Enfin, bien que toutes les sources de données disponibles aient été exploitées au mieux à l'occasion de ces travaux, et que cette activité de changement de base ait bénéficié de l'expertise des grandes institutions internationales dans le domaine, l'IHSI reste ouvert à toutes remarques ou suggestions des nombreux utilisateurs de ce nouveau produit, susceptibles d'enrichir et d'améliorer l'élaboration des comptes nationaux d'Haïti.

Wilson FIEVRE
Directeur Général

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) a procédé au changement de base des Comptes Nationaux et en a profité pour implémenter le dernier Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN-2008). Ce manuel, l'ouvrage de référence de tous les comptables nationaux à travers le monde, est un cadre statistique fournissant une série détaillée, cohérente et flexible de comptes macroéconomiques à des fins de prise de décisions, d'analyse et de recherche. Il a été préparé et publié sous les auspices des Nations Unies, de la Commission européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.

La nouvelle base déterminée pour les Comptes Nationaux d'Haïti est l'année fiscale 2012. Ce changement de base a été l'occasion, entre autres, de revoir les concepts et les méthodes de confection des Comptes, d'améliorer les sources de données et d'actualiser les nomenclatures statistiques.

Le processus de la refonte des comptes nationaux a été initié depuis 2013-2014 avec les appuis du FMI et de l'Institut National de Statistique et des Etudes Economiques de France (INSEE). Néanmoins, c'est surtout à partir de 2018 que les travaux allaient atteindre leur vitesse de croisière, particulièrement avec l'arrivée d'un expert résident recommandé par le FMI et financé par la Banque Mondiale.

Au cours de cette période, l'IHSI a eu à faire face à des difficultés diverses, parfois très contraignantes. Mais, en dépit des goulots d'étranglement rencontrés, c'est avec plaisir qu'il publie aujourd'hui les résultats des travaux de rebasement des comptes nationaux de 2012.

Comptes Nationaux.- La Comptabilité Nationale est une technique de synthèse statistique qui fait une représentation chiffrée de l'économie nationale à travers un cadre central cohérent et bien intégré. C'est sur la base de ces travaux qu'on calcule les grands agrégats macroéconomiques, en particulier le Produit Intérieur Brut (PIB) qui permet d'évaluer la performance économique d'un pays au cours d'une période donnée.

Changement de Base.- Il est nécessaire de changer l'année de base des Comptes Nationaux, généralement tous les cinq à dix ans, pour au moins trois raisons : (1) la vétusté de la base qui ne permet pas de capter les changements structurels (2) la nécessité de calculer les agrégats à prix constants à partir d'une période plus récente reflétant l'évolution réelle des prix dans l'économie et (3) la prise en compte des nouvelles recommandations internationales en matière de Comptabilité Nationale.

Dans le cas d'Haïti :

- la base de 1986-1987 est nettement «désactualisée», vieille de trente-trois (33) ans si l'on considère l'année 2020, et de vingt cinq (25) ans par rapport à 2012.
- le «rebasement» permet de tenir compte de l'évolution récente des prix dans l'économie; c'est-à-dire les agrégats à prix constants sont maintenant calculés en fonction des prix de l'année précédente.
- de plus, Haïti est l'un des rares pays du continent américain qui n'avait pas encore mis en application les dernières recommandations du SCN2008 des Nations Unies.

La décision de l'IHSI de procéder au changement de base des comptes nationaux d'Haïti s'inscrit en droite ligne dans sa volonté : a) d'implémenter les nouvelles recommandations du SCN des Nations Unies et les nouvelles nomenclatures nationales et internationales (activités et produits...) qui font partie du cadre central de la Comptabilité Nationale; b) de mieux capter l'évolution structurelle de l'économie que ce soit en termes d'apparition de nouvelles activités, de nouveaux produits et de changements dans les habitudes de consommation des ménages; c) de fournir des agrégats qui reflètent beaucoup plus fidèlement la réalité, etc.

Réévaluation du PIB de la nouvelle base 2012.- A l'instar de plusieurs autres pays qui ont déjà fait la même expérience, les travaux de changement de base des comptes nationaux d'Haïti ont donné lieu à une nette révision à la hausse du niveau du PIB de 2011-2012 dans la nouvelle base, par rapport à celui de l'ancienne base 1986-1987. En effet, on a vu, à titre d'exemple, des pays comme le Ghana et le Nigéria enregistrer des réévaluations respectives de leur PIB de 62.8 % et de 59.5 % après le changement de base de leurs comptes nationaux (voir tableau 2). Dans le cas d'Haïti, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'année fiscale 2012 qui se chiffrait à 327.9 milliards de gourdes courantes dans l'ancienne base 1986-1987, a été réévalué à près de 570 milliards de gourdes, dans la nouvelle base 2011-2012, soit une forte revalorisation de 73.8 %. L'expérience a aussi montré que, dans certains cas, plus la base est ancienne plus la réévaluation est élevée.

Une analyse par secteur d'activité indique que, parmi ces 73.8 % de réévaluation du PIB, le secteur primaire a contribué à hauteur de 18.1 %, le secteur secondaire pour 11.0 %, le secteur tertiaire 39.9 %. Les impôts et taxes nets des subventions, de leur côté, ont contribué pour le reste, soit 4.8 %.

Facteurs explicatifs de la réévaluation.- Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette réévaluation du PIB :

- a) l'extrême vétusté de l'ancienne base 1986-1987 qui est vieille de près de vingt cinq (25) ans par rapport à la nouvelle base 2012. De plus, les expériences faites dans beaucoup de pays ont démontré généralement que plus la base précédente est ancienne plus forte est la réévaluation du PIB;
- b) l'amélioration de la couverture de l'activité économique à travers une gamme de sources de données plus riches que celles utilisées lors de la base de 1986-1987;

- c) la prise en compte de manière explicite du secteur informel dans les comptes nationaux de 2012 en mettant à profit l'enquête sur le secteur informel réalisée en 2008 par l'IHSI;
- d) la meilleure estimation de la production des administrations publiques, particulièrement avec le calcul de la Consommation de Capital Fixe (CCF);
- e) la prise en compte de manière explicite des activités des ONG;
- f) la mise en œuvre des changements introduits par le SCN2008, notamment dans le cas du SIFIM;
- g) l'augmentation de la consommation finale des ménages révélée par l'Enquête ECVMAS de 2012.

Impacts du changement de base sur certains ratios.- La réévaluation du PIB n'est pas sans effet sur des indicateurs spécifiques généralement utilisés par des organismes internationaux pour classer les pays dans certaines catégories mondiales. Parmi ces indicateurs, on peut citer le PIB per capita, le ratio déficit budgétaire par rapport au PIB, le taux d'endettement, la pression fiscale, le ratio dette publique externe sur PIB, etc. Si dans la majorité des cas, cette réévaluation du PIB va améliorer le classement d'Haïti sur plusieurs aspects, elle met toutefois à rude épreuve la performance du pays en matière de pression fiscale. En effet, le taux de pression fiscale qui était déjà relativement faible a chuté avec la nouvelle base 2012.

Séries extrapolée et rétropolée.- (-1.7 % de croissance du PIB en 2019)

Les résultats de la nouvelle base 2012 ont été extrapolés afin de présenter la série du PIB de 2012 à 2019 suivant la méthodologie de la nouvelle base des comptes. De même, pour faciliter la tâche aux modélisateurs et aux autres utilisateurs une série rétropolée remontant jusqu'à l'année 2000 a été construite.

Pour tout ce qui a déjà été énoncé, cette nouvelle série présente bien évidemment des différences de niveau et de croissance par rapport à l'ancienne. Par contre, la tendance est généralement respectée dans la majorité des cas. Selon cette série, la croissance du PIB de l'exercice fiscal 2018-2019 a été négative de -1.7 %.

Perspectives.- En termes de perspectives, il faut espérer qu'Haïti ne prendra plus aussi longtemps avant de renouveler la base des comptes nationaux. A ce moment là, il serait souhaitable que l'Institut soit pourvu de moyens financiers et humains adéquats afin de réaliser les enquêtes structurelles nécessaires au changement de base des comptes. Entretemps, il devra aussi, dans le cadre d'une collaboration dynamique avec les institutions partenaires du Système National de Statistique et d'Informatique Publiques (SyNSIP) s'assurer d'un traitement plus approprié des données sources et mieux adapté aux technologies de l'information et de la communication (TIC). La disponibilité régulière de bonnes statistiques de base reste et demeure un passage obligé en matière d'élaboration des comptes nationaux.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de ses efforts visant à enrichir et à améliorer les statistiques du secteur réel de l'économie, l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) travaille depuis près d'une décennie sur plusieurs chantiers, les uns plus ambitieux que les autres. Toutefois, le plus complexe et le plus difficile reste et demeure le changement de base des comptes nationaux. C'est la plus grande activité qui puisse exister en matière d'élaboration d'informations statistiques du secteur réel de l'économie. Les comptes nationaux constituent le socle même de tout système de statistiques économiques. Ils sont élaborés à partir d'une année de référence préalablement définie. Cette année de référence appelée couramment année de base doit être renouvelée régulièrement selon les standards internationaux.

La série actuelle des comptes nationaux d'Haïti se base sur l'année fiscale de 1986-1987. Il s'agit d'une base nettement "désactualisée", vieille de trente-trois (33) ans. Bien entendu, les travaux conduisant à son établissement remontent à 1996-1998 et la première publication de cette série a été réalisée en 2000-2001. Ces travaux ont été menés par l'IHSI de concert avec le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Institut National de Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) de France. Vu l'ancienneté de la base des comptes actuels, l'IHSI estimait depuis plusieurs années qu'il était devenu impératif de construire une nouvelle série des comptes, basée sur une année plus récente, notamment postérieure à l'année du séisme de 2010 qui avait décapitalisé beaucoup d'agents économiques. Ainsi, depuis 2013-2014, l'IHSI commençait déjà à réfléchir sur la possibilité de déterminer une nouvelle année de base pour les comptes nationaux avec les appuis du FMI et de l'INSEE. Néanmoins, c'est surtout à partir de 2018 que ces travaux allaient atteindre leur vitesse de croisière, particulièrement avec l'arrivée d'un expert résident recommandé par le FMI et financé par la Banque Mondiale.

Les travaux ont été effectués dans un contexte particulièrement difficile, ponctué de mouvements sociaux qui, en maintes fois, ont occasionné des arrêts prolongés des activités au niveau du pays en général et à l'Institut en particulier. En effet, moins de deux mois après l'arrivée du Consultant international en mai 2018, le pays entrait dès les 6 et 7 juillet dans une longue période de turbulence sociopolitique. Cette situation allait perdurer jusqu'en 2020, paralysant parfois les activités du pays pendant plusieurs semaines ou même des mois. Finalement, alors qu'on s'approchait de la dernière ligne droite, la pandémie de la Covid-19 est venue également perturber le déroulement normal des travaux.

Cependant, en dépit de tous ces goulots d'étranglement, c'est avec énormément de satisfaction que l'IHSI met à la disposition du public en général et des autorités en particulier les résultats des travaux de «rebasage» des comptes nationaux 2012.

II. DEFINITION DES COMPTES NATIONAUX

Il s'agit d'une technique de synthèse statistique qui fait une représentation chiffrée de la réalité économique à travers un cadre central cohérent et bien intégré. Ils fournissent, entre autres, un certain nombre d'agrégats qui permettent d'évaluer la performance économique d'un pays au cours d'une période donnée. Parmi les agrégats les plus courants on peut noter le Produit Intérieur Brut (PIB) qui est le principal élément de l'Offre Globale avec l'Importation, sans oublier la Demande Globale avec ses principales composantes dont la Consommation Finale, l'Investissement et l'Exportation.

Les comptes nationaux sont calculés généralement selon les recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) et à partir d'une année de base. Le SCN est le manuel de référence par excellence des comptes nationaux. Ce manuel est publié par les Nations Unies avec la participation de quasiment toutes les grandes organisations internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation de la Coopération pour le Développement Economique (OCDE), la Commission des communautés européennes, etc.

III. DEFINITION DE L'ANNEE DE BASE

L'année de base constitue l'année de référence des agrégats macro-économiques. C'est l'année au cours de laquelle la structure de l'économie est déterminée. C'est aussi au cours de cette année qu'est définie la structure de prix servant à évaluer la production du secteur tant du côté de l'Offre que de la Demande. Normalement, à l'occasion d'un changement de base, il est recommandé de réaliser des enquêtes sectorielles afin de mieux cerner les changements structurels éventuels enregistrés dans l'économie et de recueillir le maximum d'informations sur les activités de production.

Généralement, plus on s'éloigne de l'année de base plus la qualité des comptes nationaux en pâtit. Aussi, est-il recommandé de changer régulièrement d'année de base, de préférence dans un espace temporel de cinq (5) à dix (10) ans, afin de pouvoir capter les changements structurels survenus et mieux mesurer la performance régulière de l'économie nationale d'un pays.

IV. IMPORTANCE DU CHANGEMENT DE L'ANNEE DE BASE

La modification de l'année de base, conformément aux recommandations internationales, nécessite un système d'informations statistiques actualisé, performant et opportun; car la qualité des

comptes nationaux d'un pays dépend en grande partie de l'état de son Système Statistique National. Voilà pourquoi le changement de base des comptes nationaux constitue le plus souvent un défi pour de nombreux pays en développement qui font ordinairement face à des systèmes statistiques relativement déficients.

Le changement de base améliore à plusieurs niveaux l'élaboration des comptes nationaux :

- a) Il permet d'augmenter la qualité des comptes nationaux qui risquent de souffrir de la vétusté de l'année de base, fournissant ainsi des agrégats qui reflètent beaucoup plus fidèlement la réalité;
- b) Sur les plans conceptuel et méthodologique, le changement de base permet de prendre en compte les dernières recommandations du SCN des Nations Unies et les nouvelles nomenclatures nationales et internationales (activités et produits...) qui font partie du cadre central de la Comptabilité Nationale;
- c) Le rebasage des comptes permet aussi de capter les changements structurels de l'économie, que ce soit en termes d'apparition de nouvelles activités, de nouveaux produits, de changements dans les habitudes de consommation des ménages, etc.

La décision de l'IHSI de procéder au changement de base des comptes nationaux d'Haïti s'inscrit par conséquent en droite ligne dans sa volonté d'implémenter le nouveau SCN2008 des Nations Unies et surtout dans son souci de publier des informations économiques fiables répondant aux normes et standards internationaux.

V. POURQUOI LE CHOIX DE 2011-2012 COMME ANNEE DE BASE?

Deux critères fondamentaux sont généralement retenus pour procéder au choix d'une année de base pour les comptes nationaux : (1) il doit s'agir d'une année où l'on a enregistré le moins de chocs dans l'économie, que ce soit des chocs externes ou internes et (2) ce doit être une année pour laquelle on détient le plus d'informations possibles sur les phénomènes économiques qu'on veut mesurer. On dit aussi que ce doit être une année normale, même s'il faut reconnaître que c'est plutôt théorique, car dans la réalité l'«année normale» n'existe quasiment pas.

Dans le cadre de ces travaux, l'IHSI a décidé de choisir 2011/2012 pour la nouvelle année de base des comptes nationaux en remplacement de la base de 1986/1987 qui est devenue nettement désuète. Ce choix se justifie par le fait que l'année 2012 a été une année relativement stable. De plus, c'est l'année au cours de laquelle l'IHSI avait réalisé une grande enquête nationale sur

les Conditions de Vie des Ménages après le Séisme (ECVMAS). L'année 2012 n'est pas trop loin non plus de l'année du Recensement Général Agricole (RGA) réalisée par le MARNDR en 2009, de la deuxième phase de l'Enquête sur l'Emploi et l'Economie Informelle de 2008 et de l'Enquête Transports de 2004-2005.

VI. CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ELABORATION DES COMPTES DE 2012

Cette section fait un survol des grandes lignes méthodologiques qui ont été utilisées dans le processus de changement de base des comptes nationaux, plus précisément du Produit Intérieur Brut (PIB), parce qu'au bout du compte c'est de cela qu'il s'agit. En effet, à l'instar des travaux de 1986-1987, faute de données de base, les comptes de 2012 se concentrent surtout sur le rebasage du calcul du PIB. Ils ne comprennent pas les autres outputs tels que les comptes des secteurs institutionnels et les autres tableaux de synthèse de la Comptabilité nationale.

Alors que les comptes nationaux de 1986/1987 ont été construits essentiellement à partir du SCN de 1968 et partiellement de celui de 1993, les comptes nationaux de 2012, eux, sont plutôt établis à partir du SCN de 2008. Les versions actuelles de la Classification Internationale Type par Industrie des activités économiques (CITI, révision 4) et la Classification Centrale des Produits (CPC, version 2.0) ont été adoptées pour classer les différentes activités de biens et services existant dans l'économie du pays. Par contre, pour l'ancienne base, c'est la CITI Révision 3 et la CPC version provisoire qui ont été utilisées.

Plusieurs changements méthodologiques ont été introduits dans le calcul des comptes nationaux de 2012. Il y a lieu de citer, entre autres : l'utilisation d'une base mobile pour les mesures de prix et de volume, les indices chaînés pour ramener les agrégats en volume en base fixe; le calcul des services d'intermédiation financière mesurés indirectement (SIFIM) et de leur distribution entre les utilisateurs, la prise en compte de la Consommation de Capital Fixe (CCF) dans le calcul de la production des administrations publiques.

Autre élément fondamental : le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) a été construit. Il s'agit d'un outil analytique important du Système de Comptabilité Nationale qui est un tableau de synthèse comptable, permettant l'enregistrement total de l'économie par branches d'activité, par produits et d'analyser les relations technico-économiques. Ce tableau a été conçu pour environ soixante seize (76) groupes de produits de la CPC couvrant tous les biens et services utilisés dans l'économie haïtienne depuis les produits primaires jusqu'aux services. Le même travail a été réalisé

pour les branches d'activité depuis la division 01 de la CITI (production animale) jusqu'à la division 97, regroupant les ménages privés employant du personnel domestique.

Le TRE présente (1) une ventilation de la production des activités économiques par type de produits (2) une répartition de l'offre de biens et services selon l'origine, c'est-à-dire en production locale et importée (3) les différents emplois intermédiaires (consommation intermédiaire) et finals (consommation finale, formation brute de capital fixe, variation des stocks et exportations) qui ont été faites de l'ensemble des biens et services disponibles dans l'économie en 2012.

Toutefois, pour donner une idée «grandeur nature» du travail qui a été fait, voici à titre indicatif deux exemples d'équilibre ressources/emplois par produit dans les comptes nationaux de 2012. C'est le même travail qui a été réalisé pour tous les groupes de produits utilisés dans l'économie nationale.

1.- PRODUITS DE LA MINOTERIE (CODE 23) : TOTAL RESSOURCES = TOTAL EMPLOIS

Production + Importation + (Impôts nets des subventions) + Marges de transport + Marges Commerciales = Consommation Intermédiaire (CI) + Consommation Finale (CF) + Formation Brute de Capital Fixe (FBCF, Investissement) + Variation de Stocks + Exportation

$$41855+20251+4393+0+6364+18053 = 22905+67639+0+25+347 = 90916 = 90916$$

2.- VERRE, PRODUITS EN VERRE ET AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES (CODE 37) : TOTAL RESSOURCES = TOTAL EMPLOIS

Production + Importation + (Impôts nets des subventions) + Marges de transport + Marges Commerciales = Consommation Intermédiaire (CI) + Consommation Finale (CF) + Formation Brute de Capital Fixe (FBCF, Investissement) + Variation de Stocks + Exportation

$$2974+8150+1282+0+6552 = 15862+3021+46 + 21+8 = 18958 = 18958$$

Cela a été un travail de fourmis. Une fois terminé avec le TRE, on déduit la Valeur Ajoutée de chaque branche par la relation : Valeur Ajoutée = Production – Consommation Intermédiaire et, du coup, le calcul du Produit Intérieur Brut (PIB) devenait un simple exercice de calculs en utilisant surtout :

- a) l'Approche de la production, selon laquelle le PIB est calculé en faisant le cumul des valeurs ajoutées brutes de toutes les branches d'activité (unités résidentes), auquel on ajoute les impôts nets des subventions sur les produits; la valeur ajoutée étant la différence entre

la production effective de la branche d'activité et le total de ses consommations intermédiaires :

PIB = SOMME VALEURS AJOUTEES + IMPOTS SUR PRODUITS ET IMPORTATIONS NETS DES SUBVENTIONS d'EXPLOITATION

$$\text{PIB} = 546\,362 + 23\,630 = \mathbf{569\,992}$$

- b) l'Approche de la demande ou de la dépense qui n'est autre que la somme de tous les emplois finals à savoir : consommation finale, formation brute de capital fixe, variation des stocks et exportations moins importations de biens et services :

PIB = CF + FBCF + VARIATION DE STOCKS + EXPORTATIONS – IMPORTATIONS

$$\text{PIB} = 589\,593 + 99\,640 + 161 + 55\,033 - 174\,435 = \mathbf{569\,992}$$

VII. QUELQUES INDICATIONS SPECIFIQUES SUR LA METHODOLOGIE ET LES METADONNEES

Au cours des travaux de rebasage, comme cela se fait partout ailleurs, parfois des méthodes d'estimation indirectes ont été utilisées pour évaluer la valeur ajoutée des secteurs d'activité ou estimer certains agrégats. Pour faciliter la compréhension de plus d'un, l'accent est mis ici sur la mesure de certaines branches d'activités choisies en fonction de leurs poids dans la formation du PIB et de leurs spécificités.

71.A. AGRICULTURE VÉGÉTALE, FRUITS ET LÉGUMES (CODE 01-03)

Pour estimer la production en valeur monétaire, on a utilisé essentiellement les données du MARNDR. En effet, ce ministère fournit sur une base annuelle la production agricole en quantité physique par type de denrée et sur une base mensuelle, les prix de gros par produit. Evidemment, les prix de gros du MARNDR sont disponibles pour un échantillon de produits. D'autres enquêtes ont permis de collecter d'autres prix de gros. De son côté, l'IHSI produit sur une base mensuelle les prix à la consommation.

En faisant l'hypothèse que le taux de marge de commerce est le même pour tous les produits d'un même groupe, on a pu estimer le prix de gros qui est assimilé au prix producteur pour chaque produit du groupe. Ainsi, la valorisation de la production végétale physique par produit en 2011-2012 fournit par le MARNDR se fait en la multipliant par les prix producteurs estimés.

Production = Prix producteur X quantité produite

Pour déterminer les consommations intermédiaires, la structure des anciens comptes a été modifiée à l'aide des poids des différentes phases (préparation du sol, semi, sarclage, récolte...) du processus de la production agricole. Et, c'est cette nouvelle structure qui a été appliquée à la production pour obtenir la consommation intermédiaire par produit pour la branche agriculture végétale, fruit et légume.

71.B. PRODUCTION ANIMALE (code 014)

La production de cette sous-branche comprend deux grands volets : la production de la quantité d'animaux et la production des produits d'animaux.

Le MARNDR dispose de données permettant de calculer la production d'animaux. Il s'agit de stocks annuels (milliers de têtes) et prix par tête d'animaux (bovins, porcins, chevaux, mulets et ânes, volailles, caprins et ovins). La production est obtenue par la multiplication du prix et de la quantité.

Pour ce qui a trait à la production des produits d'animaux, des hypothèses ont été établies à partir des dires d'experts du MARNDR pour fixer des taux d'abattage et de la FBCF différenciés par catégorie d'animaux. Ces taux sont appliqués aux stocks respectifs pour déterminer la production.

72. CAS DES ENTREPRISES

Il s'agit là des entreprises qui évoluent dans différents secteurs d'activités : entreprises industrielles ou de fabrication, entreprises commerciales et entreprises de service. Leur production est déterminée de manière différenciée selon le SCN 2008. D'où les approches méthodologiques suivantes utilisées dans la nouvelle base des comptes 2012 pour le calcul de leurs agrégats : production, consommation intermédiaires, valeur ajoutée.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES (CODE 10-33)

La production des entreprises industrielles est déterminée en prenant en compte le chiffre d'affaires et la variation des stocks. Les données de base proviennent de la DGI et des parcs industriels (**Production = Chiffre d'affaires + Variation des stocks**).

Les consommations intermédiaires sont tirées des états financiers redressés desdites entreprises.

COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE DÉTAIL, RÉPARATION DE VÉHICULES (CODE 45-47)

La production des entreprises commerciales est obtenue en déterminant la somme des marges sur les produits agricoles et les produits manufacturés.

(Production = somme des marges)

Les marges de commerce par unité de produit sont déterminées en retranchant du prix de détail le prix producteur, les marges de transport et les impôts sur produits. Ces marges sont multipliées par l'offre physique (production et importations) de chaque produit pour avoir l'ensemble des marges qui représente la production du commerce de gros et de détail alors que la consommation intermédiaire par produit de la branche commerce est obtenue en utilisant les états financiers des entreprises.

L'estimation de la production de la réparation des véhicules est faite en sommant les chiffres d'affaires des entreprises de cette branche enregistrées à la Direction Générale des Impôts et la Consommation Intermédiaire par produit est puisée dans les états financiers des entreprises.

Leurs consommations intermédiaires représentent les intrants (achats des biens et services) nécessaires à la réalisation de leurs activités.

Le Bureau des prix de l'IHSI, le MARNDR, la DGI et la SHODECOSA sont les principales sources exploitées pour établir les comptes des services commerciaux.

73. CONSTRUCTION (CODE 41-43)

Les agrégats du secteur de la Construction sont déterminés à partir d'une méthode d'estimation indirecte, en utilisant les principaux intrants utilisés dans la construction des ouvrages dont : ciment, roche, sable, gravier et fer. Il a été mis à profit également les enquêtes sur la construction réalisées par l'IHSI, notamment celle sur la structure des poids des matériaux dans la construction réalisée en 2011.

74. TRANSPORT (CODE 49-53)

Pour déterminer les agrégats de ce secteur en 2012, deux grandes catégories de données ont été utilisées :

- a) Données de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)
 - La production et la Consommation Intermédiaire, données tirées du document «Enquête transport 2004-2005»;

- L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) relatif au secteur des transports;
 - L'estimation et la projection de la population quinquennale de 2000 à 2020 de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales.
- b) Données en provenance de la Banque de la République d'Haïti (BRH)
- Importations de produits pétroliers et Taux de change.

En Haïti, il existe trois modes de transport : transport routier, transport maritime, transport aérien. Le transport ferroviaire par exemple n'existe pas. Les estimations des agrégats sont faites par catégorie de transport, mais ce sont pratiquement les mêmes démarches qui sont appliquées pour toutes les catégories.

Par exemple, l'estimation de la production totale du transport routier de passagers pour les années postérieures à 2004 est obtenue en appliquant un indice de volume et un indice de prix sur la valeur de la production totale (y compris les motos-taxis) du transport routier de passagers de l'année 2004, fournie par l'enquête transport de 2004.

La même démarche est appliquée pour estimer la Consommation Intermédiaire. En effet, la Consommation Intermédiaire s'obtient en appliquant, d'année en année, un indice de volume et un indice de prix sur la valeur de la Consommation Intermédiaire totale de l'année 2004. La Consommation Intermédiaire totale pour l'année 2004 est égale à la somme de la Consommation Intermédiaire de transport routier de passagers et de la Consommation Intermédiaire de transport en motos-taxis.

75. ENTREPRISES DE SERVICE (CODE CITI 64-66)

On en distingue trois (3) grandes catégories ou types d'entreprises : entreprises de services divers, entreprises financières (bancaires) et entreprises d'assurance. Généralement, selon, le SCN, la production des services est égale à leur chiffre d'affaire : **Po = Chiffre d'affaires**, mais il y a des exceptions.

LES ASSURANCES

Ces entreprises produisent des services financiers non-monétaires. Elles ont été traitées de façon séparée en utilisant les données du MEF pour déterminer leurs agrégats. La production s'obtient en faisant la différence entre les primes brutes recueillies des assurés et les indemnités versées à ces derniers.

Les charges qui permettent de déterminer la CI sont inscrites dans les bilans déposés au MEF y compris les primes de réassurance. Toutefois, la structure de la Consommation Intermédiaire tirée des états financiers de certaines autres entreprises d'assurances a permis d'établir une ventilation plus complète des Consommations Intermédiaires.

ENTREPRISES DE SERVICES BANCAIRES

La production des services bancaires prend en compte le SIFIM, les intérêts sur prêts accordés par les banques et les intérêts que ces dernières versent sur les dépôts. La CI est tirée des bilans des banques commerciales. Le point IX "Nouveautés par rapport à l'ancienne base" présente de manière détaillée le calcul du SIFIM.

7.6. ADMINISTRATION PUBLIQUE (APU) INCLUANT LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (CODE 84)

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (APU)

Les administrations publiques sont des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent des services et parfois des biens, pour l'essentiel non marchands, destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse¹.

Des données très fiables de diverses sources administratives sont utilisées pour calculer les agrégats des administrations publiques. La première source de données provient du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) qui fournit deux bases de données : l'une concernant le fichier BOOST (2005-2017) et l'autre relative au Tableau des Opérations Financières de l'Etat, TOFE (1999-2018). La deuxième source concerne les données sur le budget communal du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) pour les exercices 2013 à 2018. En dernier lieu, la troisième source comprend les données sur les séries courantes et constantes de l'Offre et la Demande Globale de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) de 1954 à 2018.

La valeur courante de la production de biens et de services non marchands réalisée par les administrations publiques est estimée à partir de la somme des coûts induits par cette production. Celle-ci se compose de biens ou de services individuels livrés aux ménages et de services collectifs fournis à la collectivité dans son ensemble². Ainsi, dans le cadre de ce changement de base des comptes nationaux, la valeur de la production non marchande des APU est donc :

Production non-marchand = Consommation Intermédiaire + Rémunération des Salariés

¹ Manuel du SCN 2008, chapitre 2, section 1, page 17.

² Manuel du SCN 2008.

+ CCF (Voir calcul de la CCF dans Nouveautés par rapport à l'ancienne base au point IX).

En ce qui concerne la Consommation Intermédiaire, la base de données BOOST, le TOFE du MEF et le budget communal du MICT fournissent des informations sur les dépenses de fonctionnement en biens et services qui, en fait, constituent des éléments de la Consommation Intermédiaire (CI). Ces données sont compilées et estimées en série chronologique (1999-2018).

Consommation Intermédiaire (CI) = Dépenses en Biens et Services

77. EDUCATION (CODE 85)

Classé dans la division 85 de la CITI rév. 4, le secteur de l'Education déterminé pour les comptes nationaux d'Haïti englobe essentiellement les classes 8510 et 8521 de cette nomenclature, traitant particulièrement les activités d'enseignement pré-primaire et primaire ainsi que celles relatives à l'enseignement secondaire général.

Ces deux classes couvrent particulièrement l'enseignement pré-primaire, l'enseignement primaire, l'enseignement scolaire général du premier cycle du secondaire, l'enseignement scolaire du second cycle du secondaire ouvrant en principe l'accès à l'enseignement supérieur.

Le secteur de l'Education privée pour l'exercice fiscal 2011-2012 est ventilé en deux parties : 1) Education Privée; 2) Autre Education Privée.

A1- EDUCATION PRIVÉE

Pour déterminer la production en valeur de l'éducation privée, on a utilisé la mensualité moyenne (prix annuel) payée par les élèves par niveau (Pré-scolaire – Primaire - Secondaire) que l'on multiplie par le nombre d'élèves correspondant à chaque niveau.

La somme des valeurs obtenues pour les différents niveaux représente la valeur totale de la production pour la première composante qui est l'éducation privée.

A2- AUTRE EDUCATION PRIVÉE (PROGRAMME PSUGO DU MINISTÈRE)

Pour la deuxième partie intitulée Autre Education Privée, la méthodologie suivante a été adoptée pour valoriser la production :

Le cumul des montants partiels versés sur les 4 trimestres de l'exercice fiscal 2011-2012 correspond donc à la valeur totale de la production pour Autre Education Privée pour cette année étant donné qu'aucun autre frais additionnel n'a été accordé aux établissements.

La somme des valeurs obtenues pour les deux composantes correspondent à la valeur totale de la production pour le secteur de l'éducation privée.

La production basée sur le programme PSUGO a comme emplois la Consommation Finale des APU (Transfert en nature).

Pour la ventilation de la valeur de la production de l'éducation privée et d'autres agrégats à savoir la valeur ajoutée, la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, les autres impôts indirects ainsi que l'excédent brut d'exploitation pour les deux composantes, compte tenu de l'inexistence de données d'enquête nécessaires à la détermination des ratios appropriés, on a utilisé pour leur estimation les coefficients de pondération desdits agrégats pour le secteur de l'éducation des comptes nationaux anciens (base 1986-1987) à partir du Tableau Entrées - Sorties (TES).

78. SANTE ET ACTIONS SOCIALES

La branche Santé et Actions Sociales est explicitement mesurée dans la nouvelle base des comptes nationaux 2012. Au niveau de cette branche, on a identifié deux types de services de santé donnant lieu à une production formelle et une production informelle. Ainsi, la production totale des services de santé est égale à la somme de la production du secteur formel de la santé et de celle issue du secteur informel.

La production des services de santé est déterminée, d'une part, à partir des comptes nationaux de la santé élaborés par le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), et d'autre part, en utilisant les informations tirées des résultats de l'enquête sur les unités de production informelle de 2008 réalisée par l'IHSI. Les informations disponibles ont permis également d'isoler la production marchande du secteur de la santé en appliquant la formule ci-dessous :

Production privée de santé = Total dépenses de santé – (Dépenses pour la vente des médicaments dans les pharmacies + dépenses d'investissement pour la santé + Production de santé des ONG + Production de santé des APU).

79. CONSOMMATION FINALE

Trois grandes catégories d'unités institutionnelles exercent la fonction de Consommation Finale. Il s'agit des Ménages, des Administrations Publiques et des ISBLSM.

A- CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE DES MÉNAGES

L'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme (ECVMAS) réalisée en 2011 par l'IHSI, a fourni des informations détaillées sur les dépenses de consommation monétaire des ménages par produits ainsi que sur la consommation non monétaire. Cette dernière correspond à la consommation de produits que les ménages reçoivent en dons ou qu'ils échangent entre eux.

Ces informations, une fois compilées, ont été classées suivant les nomenclatures d'activité et de produits adoptées pour les comptes nationaux d'Haïti, c'est-à-dire la CITI Révision 4 et la Classification Centrale de Produits version 2 (CPC 2).

L'estimation de la consommation finale des ménages a été déterminée à partir de l'agrégation de ces deux composantes (consommation monétaire et consommation non monétaire). L'évolution des prix des différents produits, combinée à celle de la population pour l'année 2012, a été utilisée pour l'extrapolation et la détermination de la valeur des différents produits pour l'exercice fiscal 2011- 2012.

B- CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (CFAPU)

Selon le SCN 2008, la Consommation Finale des Administrations Publiques est équivalente à la production des administrations publiques, moins la valeur des ventes de biens et services, ainsi que les prestations sociales en nature³.

Le programme PSUGO (Ministère de l'Education Nationale) est considéré comme un transfert (prestations sociales) en nature.

Il y a aussi les productions de l'OFATMA et de l'ONA, qui sont considérés comme de la sécurité sociale obligatoire, doivent être incluses dans la CFAPU.

En principe la production non marchande de la Banque Centrale (BRH) est incluse dans la CFAPU.

Dépenses de Consommation Finale des Administrations Publiques (CFAPU) = PRODUCTION des APU, de l'OFATMA, de l'ONA et de la BRH + le transfert PSUGO.

C- CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM

La Consommation Finale des Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBLSM) regroupe les biens et les services utilisés par ces institutions pour satisfaire leurs besoins individuels

³ Voir le manuel du SCN 2008.

et collectifs. Au même titre que les administrations publiques, les ISBLSM sont des producteurs non marchands. Selon le SCN, les ISBLSM consomment leur propre production. Ainsi, leur consommation finale est égale aux coûts de production (Consommation Intermédiaire, Rémunération des Salariés, Consommation de Capital Fixe...) des biens et services qui sont fournis gratuitement aux ménages ou à un coût économiquement non significatif.

710. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est le concept du SCN qui mesure l'investissement des différents agents économiques résidents, c'est-à-dire l'ensemble des actifs corporels ou incorporels détenus par ces derniers et qui sont destinés à être utilisés dans le processus de production pendant au moins une année. Le SCN 2008, au chapitre 10, relatif au compte de capital, la définit en ses articles 10.32 et 10.33 comme étant une mesure résultant de la valeur totale des acquisitions moins les cessions d'actifs fixes d'un producteur au cours d'une période comptable, augmentée de certaines dépenses spécifiques consacrées aux services qui ajoutent de la valeur aux actifs non produits.

Dans le cadre de l'établissement de la nouvelle base 2012 des comptes nationaux d'Haïti, la FBCF renferme les investissements effectués tant par l'Administration Publique que par le secteur privé. La FBCF de l'Administration Publique a été estimée à partir des données sur les dépenses d'investissement relevées au niveau du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE). Ces données ont été également ajustées en y incluant le montant des dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales dans le secteur de la construction. Du côté du secteur privé, la FBCF intègre à la fois les dépenses d'investissement dans le secteur de la construction ainsi que celles relatives aux importations de biens d'équipements et de machineries, allant de la division 42 à 49 de la Classification centrale de produits version 2 (CPC 2). L'autre volet pris en compte dans la FBCF est le cheptel. Il s'agit ici d'animaux utilisés pour la reproduction. Ces animaux sont considérés par le SCN comme des biens de capital. Ces informations sont établies et fournies par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR).

711. COMMERCE EXTÉRIEUR

Les importations et les exportations de biens et services sont parmi les agrégats pour lesquels on a eu le moins de difficulté au cours de ces travaux de changement de base. Premièrement, en ce qui concerne les biens, l'estimation a été réalisée avec les données provenant de l'Administration Générale des Douanes (AGD) sur les importations et les exportations en valeur par produit, exprimées en gourde.

La Banque de la République d'Haïti (BRH) fournit les mêmes informations sur les importations et exportations de biens en valeur, mais de manière plus agrégée et exprimées en dollar américain. Le taux de référence de la BRH a été utilisé pour convertir les données en monnaie nationale. Ces informations englobent également des données partielles sur les zones franches et du parc de la SONAPI, ce qui les rend plus exhaustives. Ainsi, dans le cadre de ces travaux, les totaux de la BRH ont été utilisés, mais étant plus détaillée, la structure de pondération de l'AGD a été retenue pour répartir les valeurs globales de la BRH par produit.

Par contre, pour les estimations des importations et exportations de services, la source privilégiée est bien évidemment la BRH, particulièrement à travers le tableau de la Balance des Paiements. Les données de la Balance des paiements qui sont plutôt agrégées ont été ventilées à partir d'autres informations obtenues de la Banque Centrale et d'une répartition tirée de l'Enquête des résidents et non-résidents en voyage réalisée par le Ministère du Tourisme.

7.12. IMPÔTS SUR LA PRODUCTION ET LES PRODUITS

Les impôts sur la production et les produits font partie de la grande famille des impôts indirects. Le SCN2008 définit les **impôts sur la production** comme étant des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par des unités institutionnelles à des administrations publiques. Ces paiements s'appliquent lors de la production, l'importation de marchandises et de services, l'emploi de main d'œuvre, etc.

Dans le cas des comptes nationaux d'Haïti, les impôts sur la production comprennent, entre autres, les impôts sur les propriétés bâties utilisées pour la production, la patente, la taxe sur la masse salariale, la taxe sur les services de capital, les cotisations sociales à la charge des employeurs pour ne citer que ceux là. Ils sont calculés en fonction du barème établi par la Direction Générale des Impôts (DGI) et distribués au prorata selon la valeur de la production par branches d'activités économiques.

Les **impôts sur les produits** sont définis par l'Institut National de Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) comme : «les impôts dûs par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils peuvent correspondre à un montant monétaire déterminé à verser par unité de quantité du bien ou du service ou être calculés sous la forme d'un pourcentage déterminé de leur prix unitaire ou de leur valeur...». Dans le cas d'Haïti, les impôts sur les produits sont constitués essentiellement de la Taxe sur le chiffre d'affaire (TCA), des droits d'accises, de la taxe sur les produits pétroliers, etc.

Il est présenté en annexe 2 un tableau qui donne de manière plus exhaustive l'ensemble des taxes relevant des impôts sur la production et sur les importations.

7.13. LES MARGES DE COMMERCE ET DE TRANSPORT

Les variables estimées sont : les parts relatives des impôts sur produits, les marges de commerce et les marges de transport dans les prix producteurs unitaires.

Les principales sources de données utilisées sont les suivantes : AGD, DGI, MARNDR, SHODECOSA et Bureau des Prix de l'IHSI. Le MARNDR et la SHODECOSA donnent les prix producteurs et les prix de gros, l'Administration Générale des Douanes fournit le taux d'imposition à l'importation et la DGI donne le pourcentage et les champs d'impôts par groupes de produits.

Puisque c'est l'utilisateur final qui supporte les impôts sur produits (droits de douanes, droits d'accise, TCA...) ces derniers entrent dans les prix d'acquisition. Ainsi, les marges de commerce et de transport sont obtenues en retranchant du prix de détail les impôts sur produits et le prix producteur.

VIII. SOURCES DE DONNEES

Le changement de base de 2012 et l'implémentation du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN2008) ont amené à exploiter au maximum toutes les sources de données disponibles. Qu'il s'agisse de sources directes ou indirectes auxquelles peuvent être ajoutés divers indices statistiques, utilisés particulièrement dans certaines estimations indirectes.

Le tableau ci-dessous fait un récapitulatif non exhaustif de l'ensemble des sources de données utilisées dans ces travaux de changement de base.

**Tableau Sources de données utilisées par branches d'activité
classée selon la CITI (Rév. 4) et par type d'informations**

Code d'activité/CITI Rév. 4	Branches d'Activité	Type d'informations	Sources
01-03	Agriculture végétale (fruit et légumes)	1. Recensement Agricole (2009)	MARNDR
		2. Production en quantité par produits	MARNDR et IHSI
		3. Prix à la production	MARNDR
		4. Indice des Prix à la Consommation (IPC)	IHSI
		5. Poids des différentes consommations intermédiaires	IHSI

**Tableau (Suite) Sources de données utilisées par branches d'activité
classée selon la CITI (Rév. 4) et par type d'informations**

Code d'activité/CITI Rév. 4	Branches d'Activité	Type d'informations	Sources
01-03	Agriculture-Production animale	1. Production en quantité (livre) par produits	MARNDR
		2. IPC	IHSI
01-03	Agriculture-La pêche	1. Données de la FAO	FAO
		2. Enquête ECVMAS	IHSI
05-09	Activités extractives	1. Données sur l'exploitation des marais sa- lants	BME
		2. Estimation des carrières	IHSI
		3. IPC	IHSI
10-33	Activités de fabrication	1. Données sur les Chiffres d'affaires/Etats financiers	DGI/DGC
		2. IPC	IHSI
35	Electricité	1. Etats financiers	EDH
36-39	Eau	1. Données sur la production d'eau en volume et des informations sur les états financiers	DINEPA
41-43	Construction	1. Enquête construction	IHSI (Enquête de 2001)
		2. Indice volume de construction	ICAE-IHSI
		3. Indice de prix à la construction	ICAE-IHSI
45-47	Commerce de gros et de détail; réparations de véhicules	1. Etats financiers	DGI/DGC
		2. Echantillon Etats financiers des PME	DGI/DMC
		3. Enquête EEI	IHSI
49-53	Transport et entreposage	1. Enquête sur le transport (2005)	IHSI (Enquête de 2005)
		2. IPC	IHSI
		3. Population	IHSI
		4. Production agricole	MARNDR/FAO
		5. Etats Financiers	DGI/DGC

**Tableau (Suite) Sources de données utilisées par branches d'activité
classée selon la CITI (Rév. 4) et par type d'informations**

Code d'activité/CITI Rév. 4	Branches d'Activité	Type d'informations	Sources
55-56	Activités d'hébergement et de restauration	1. Nombre d'arrivée des touristes et dépenses des touristes dans les hôtels	MTIC
58-63	Information et communication	1. Enquête sur Radios et TV	IHSI
		2. Chiffres d'affaires	DGI
64-66	Activités financières et d'assurances	1. Bilans des banques commerciales	BRH
		2. Bilan de la BRH	BRH
		3. Donnée sur les assurances	UCSA
		4. Etats Financiers	DGC
68	Activités immobilières	1. Données sur les loyers imputés (ECVMAS)	IHSI
		2. Etats Financiers	DGI/DGC
69-75	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	1. Etats financiers	DGI/DGC
		2. Echantillon Etats financiers des PME	DGI/DGC
77-82	Administration et activités d'appui administratif	1. Etats financiers	DGI/DGC
		2. Echantillon Etats financiers des PME	DGI/DMC
84	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	1. System Boost	MEF
		2. TOFE	MEF
		3. Données sur les dépenses du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales	MICT
		4. Etats Financiers	OFATMA & ONA (MEF)
85	Éducation	1. System Boost	MEF
		2. TOFE (MEF)	MEF
		3. Programme PSUGO /Recensement Scolaire/Effectif	MENFP
		4. Ecolage/Prix	MENFP
		5. Données ONG	MPCE

**Tableau (Suite et fin) Sources de données utilisées par branches d'activité
classée selon la CITI (Rév. 4) et par type d'informations**

Code d'activité/CITI Rév. 4	Branches d'Activité	Type d'informations	Sources
86-88	1. Santé et activités d'action sociale	1. Comptes Nationaux de Santé (CNS)	MSPP
		2. Données sur les ONG	MPCE
90-96	2. Arts, spectacles et loisirs et autres services	1. Etats financiers	DGI/DGC
		2. Echantillon Etats financiers des PME	DGI/DMC
	Consommation finale des ménages	1. Enquête ECVMAS	IHSI
		2. Population	IHSI
		3. IPC	IHSI
	Consommation finale des APU	1. System Boost	MEF
		2. TOFE	MEF
		3. Données les dépenses, traitements et salaires	MICT
		4. Etats Financiers	OFATMA & ONA (MEF)
	Consommation finale des ISBLM	1. Rapports financiers annuels des ONG	MPCE
	Importations des biens	1. AGD	AGD
		2. BRH	BRH
	Exportations des biens	1. AGD	AGD
		2. BRH	BRH
	Importations des Services	1. BRH	BRH
		2. AGD	AGD
	Exportations des Services	1. AGD	AGD
		2. BRH	BRH
	Consommation de capital fixe (CCF)	1. TOFE	MEF
		2. Série Investissements courants et constants	IHSI
	ONG	1. Rapports financiers annuels du MPCE	MPCE
	Impôts sur les produits	1. TOFE	MEF
		2. Importations	AGD
		3. Donnée sur les impôts	DGI
	Marge Commerciale	1. Importations	AGD
		2. Production agricole	MARNDR / IHSI
		3. Prix de détail et prix de gros	MARNDR / IHSI
	Informel	1. Enquête sur l'emploi et l'économie informelle, 2007	IHSI

IX. NOUVEAUTES PAR RAPPORT A L'ANCIENNE BASE (PRINCIPAUX CHANGEMENTS)

Comme il a déjà été fait mention dans le cadre méthodologique, les comptes nationaux de 2012 présentent quelques modifications significatives par rapport aux comptes de 1987, particulièrement dans les méthodes d'estimation de certains agrégats et secteurs d'activité. Sans trop entrer dans les détails techniques, il est utile de mettre l'accent sur deux ou trois cas qui paraissent fondamentaux, d'autant qu'ils sont, en grande partie, à l'origine de la forte réévaluation du PIB enregistrée dans la nouvelle base des comptes nationaux de 2012.

9.1. PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

On a déjà vu à la section 7.6 que la production des administrations publiques est évaluée par la somme des coûts encourus dans le processus de production, c'est-à-dire le cumul :

- de la Consommation Intermédiaire;
- de la Rémunération des salariés;
- de la Consommation de Capital Fixe (CCF);
- des autres impôts, moins les subventions, sur la production.

L'excédent net d'exploitation sur la production de biens et de services non marchands réalisé par les administrations publiques est supposé être nul.

Dans les anciennes séries de la comptabilité nationale, par faute de données, la valeur de la Consommation de Capital Fixe (CCF) n'était pas calculée, provoquant ainsi une sous-estimation de la production de l'Administration Publique et, du coup, du PIB. La CCF est calculée dans les comptes nationaux de 2012, donnant ainsi lieu à une augmentation de la production de l'APU dans la nouvelle base par rapport à l'ancienne. Evidemment, cette situation va contribuer à la réévaluation du PIB de la nouvelle base de 2012.

9.2. CALCUL DE LA CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE (CCF)

La Consommation de Capital Fixe se définit comme la diminution, au cours de la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenu et utilisé par un producteur, du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible ou des dommages accidentels pouvant

être considérés comme normaux⁴. Le terme «amortissement» est souvent employé à la place de Consommation de Capital Fixe, mais son utilisation est évitée dans le SCN car, en comptabilité commerciale, il est fréquent d'utiliser ce terme dans le contexte de l'amortissement des coûts historiques, tandis que dans le SCN, la Consommation de Capital Fixe dépend de la valeur courante de l'actif⁵.

CALCUL DU STOCK BRUT DE CAPITAL (FBCF)

Voici les différentes étapes suivies dans le cadre du traitement des données de l'APU :

- la construction et l'estimation d'une série courante de la FBCF de 1950 à 2018 sur les projets d'investissements et les machineries et équipements à partir des données provenant du TOFE et du budget communal du MICT. Les données de la série des comptes nationaux de la base intérimaire 1986/87 sur les investissements permettent de faire des rétroprojections sur les données manquantes;
- le calcul d'un déflateur (indice implicite) à partir des données des comptes nationaux de la base 1986/87 : $\text{Déflateur} = \frac{\text{investissement courant}}{\text{investissement constant}} * 100$. Ce déflateur permet de déflater la FBCF;
- la construction d'une série constante de la FBCF base 1975/76 pour les projets d'investissements et les machineries et équipements (1950-2018), à partir des données des comptes nationaux anciens.

LA MÉTHODE DE L'INVENTAIRE PERMANENT ET CALCUL DE LA CCF

Dans la méthode de l'inventaire permanent, il est nécessaire d'estimer le stock des actifs fixes existants détenus par les producteurs. La première étape consiste à estimer combien d'actifs fixes constituant la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) réalisée au cours des années antérieures qui sont encore en vie dans la période courante.

La formule la moins difficile à mettre en œuvre est la suivante, pour un produit donné en année zéro :

$$\text{Calcul de la CCF à prix constant : } CCF_0 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n FBCF_{n-i}$$

Où n : est la durée de vie de ce bien

⁴ Manuel du SCN 2008, chapitre 6, page 123.

⁵ Manuel du SCN 2008, page 125.

$FBCF_{n-i}$: est la FBCF de ce bien en année n-i

Les types de produits retenus et leur durée de vie moyenne sont les suivants :

Projets d'investissements : 50 ans

Machineries et équipements : 10 ans

- les résultats de la Méthode d'Inventaire Permanent (MIP) donnent automatiquement :

La CCF à prix constant (base 1975/76)

On multiplie la CCF au prix de 1975/76 par le déflateur pour trouver la CCF au prix courant.

$$CCF \text{ AUX PRIX COURANTS} = \frac{CCF \text{ au prix 1975/76} * \text{déflateur}}{100}$$

9.3. SERVICE D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE INDIRECTEMENT MESURÉ (SIFIM)

La mesure du SIFIM est aussi un autre exemple de nouveauté apportée par les comptes nationaux de 2012. Comme on le sait, généralement, les clients des banques commerciales ne sont pas facturés explicitement pour les services (les dépôts et les prêts) offerts par les banques. La valeur de ces services est égale au SIFIM. Le SCN2008 recommande que le SIFIM doit être distribué entre la Consommation Intermédiaire, Consommation Finale ou Exportations/Importations.

Dans les anciennes séries sur la comptabilité nationale, la totalité du SIFIM était présentée comme une «branche fictive» avec des valeurs négatives, pour représenter des dépenses comme consommation intermédiaire des branches d'activité.

Les recommandations du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN2008) ont été appliquées dans la nouvelle série des comptes nationaux de 2012. Ainsi, le SIFIM a été distribué entre les utilisateurs. Cela a contribué doublement à l'augmentation du niveau du PIB de la nouvelle base par rapport à l'ancienne : (1) la valeur du SIFIM est allouée à la consommation finale et (2) aussi à cause de l'effet induit à la baisse de la consommation intermédiaire provoquée par cette nouvelle méthode de calcul du SIFIM.

La formule qui a été appliquée pour le calcul du SIFIM est la suivante :

- a) *Intérêts bancaires* : Terme utilisé pour indiquer l'intérêt établi par un intermédiaire financier à son client;

- b) *Intérêt du SCN* : Terme utilisé pour le montant inscrit dans le SCN comme des intérêts;
- c) Intérêts SCN sur les prêts = niveau des prêts * taux de référence;
- d) Intérêts SCN sur les dépôts = montant des dépôts * taux de référence;
- e) Taux de référence pour le cas d'Haïti :

Taux de référence = (intérêts sur les dépôts + intérêts sur les prêts) / (Stock de dépôts et Stock des prêts);
- f) Frais de service sur les prêts = l'intérêt bancaire sur les prêts - l'intérêt du SCN sur les mêmes prêts;
- g) Frais de service sur les dépôts = intérêts du SCN sur les dépôts - intérêts bancaires sur les mêmes dépôts.

9.4. SECTEUR INFORMEL

Une autre grande nouveauté de la base des comptes nationaux 2012 est la mesure explicite des activités informelles. Il y avait déjà une tentative avec les comptes de la base intérimaire 1986-1987, mais la mesure était plutôt implicite parce qu'à l'époque, il n'y avait aucune enquête du genre pour supporter les travaux des comptes nationaux. Ce n'est pas le cas pour les comptes nationaux de 2012 qui ont pu mettre à profit les résultats de l'enquête sur les unités de production informelles (UPI) réalisées en 2008 par l'IHSI. Cette enquête de type 1-2-3, appelée «Enquête sur l'Emploi et l'Economie Informelle, EEI» a été menée justement dans la perspective du changement de base des comptes nationaux.

Ainsi, les principaux agrégats de l'économie informelle pour l'exercice fiscal 2011-2012 ont été estimés à partir des données de l'enquête informelle de 2008 réalisée auprès des ménages. Les résultats de cette enquête ont fourni de manière globale des montants sur le Chiffre d'Affaires, la Production, la Consommation Intermédiaire, la Valeur Ajoutée, la Masse Salariale, les Impôts et Taxes, l'Excédent Brut d'Exploitation pour l'année 2008 ainsi que des coefficients de pondération par branches d'activité. Des données relatives à l'emploi ont été également déterminées à partir des résultats de cette enquête.

Les branches d'activité identifiées dans la publication des résultats de l'EEI sont quasiment les mêmes que l'on retrouve dans la base des comptes nationaux de 1986-1987. Les coefficients de pondération des différentes branches d'activité présentés dans les résultats de l'enquête ont per-

mis d'estimer dans un premier temps la valeur de la production et ensuite les autres agrégats pour l'exercice 2007-2008.

L'Indicateur Conjoncturel d'Activités Economiques (ICAE) du secteur informel calculé par l'IHSI, particulièrement pour le Commerce, a été également appliqué dans le processus de calculs. En effet, la variation de l'ICAE informel et le taux de croissance de la population ont été utilisés pour extrapoler respectivement les agrégats du Commerce et des autres branches d'activité pour les années postérieures à 2008. On a pu ainsi déterminer les valeurs de la production des autres agrégats par branche d'activité pour 2011-2012.

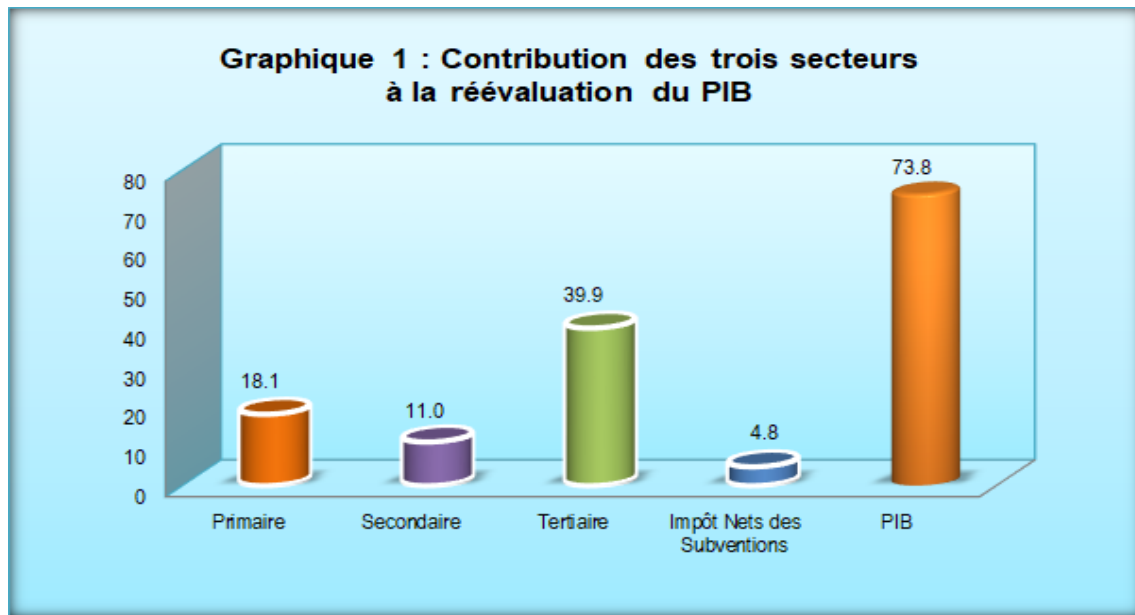
X. PRESENTATION DES RESULTATS : RÉÉVALUATION DU PIB DE 2011-2012

A l'instar de plusieurs autres pays qui ont déjà fait la même expérience, les travaux de changement de base des comptes nationaux d'Haïti ont donné lieu à une nette révision à la hausse du niveau du PIB de 2011-2012 dans la nouvelle base, par rapport à celui de l'ancienne base 1986-1987. Les informations figurées dans le tableau 1 montrent que la valeur du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'année fiscale 2012 qui se chiffrait à 327.9 milliards de gourdes courantes dans l'ancienne base (1986-1987), a été réévaluée à près de 570 milliards de gourdes, dans la nouvelle base de 2011-2012, soit une forte revalorisation de 73.8 %.

TABEAU 1 : Apport des trois secteurs à la réévaluation du PIB

Code /Secteur d'Activité	Nouvelle Base (NB) Valeur Ajoutée 2012 En Millions de Gourdes	Ancienne Base (AB) Valeur Ajoutée 2012 En Millions de Gourdes	Ecart Absolu PIB(NB) - PIB(AB) En Millions de Gourdes	Apport en % à la réévaluation du PIB
01-09 Primaire	117 133	57 863	59 271	18.1
10-43 Secondaire	138 469	102 236	36 234	11.0
45-98 Tertiaire	290 760	159 837	130 923	39.9
Valeur Ajoutée	546 362	319 937	226 426	69.0
Impôts Nets Subventions	23 630	8 008	15 622	4.8
Produit Intérieur Brut	569 992	327 945	242 048	73.8

Source : DSE/IHSI



10.1. APPORTS DES TROIS (3) GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ À LA RÉÉVALUATION DU PIB

Comme indiqué dans le tableau 1, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont tous participé à la réévaluation du PIB. Le secteur primaire a contribué à hauteur de 18.1 %, le secteur secondaire pour 11.0 % et le secteur tertiaire 39.9 %. Les impôts et taxes nets des subventions, de leur côté, ont apporté 4.8 % ce qui donne le total de 73.8 % de réévaluation du PIB.

10.2. FACTEURS EXPLICATIFS À LA RÉÉVALUATION DU PIB ET EXPÉRIENCE DES AUTRES PAYS

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette réévaluation du PIB :

- a) l'extrême vétusté de l'ancienne base 1986-1987 qui est vieille de près de vingt cinq (25) ans par rapport à la nouvelle base 2012. Les expériences faites dans beaucoup de pays ont démontré généralement que plus la base précédente est ancienne plus forte est la réévaluation du PIB. Le tableau 2 illustre bien cet état de fait;
- b) l'amélioration de la couverture de l'activité économique à travers une gamme de sources de données plus riches que celles utilisées lors de la base de 1986-1987;
- c) la prise en compte de manière explicite du secteur informel dans les comptes nationaux de 2012 en mettant à profit l'enquête sur le secteur informel réalisée en 2008 par l'IHSI;

- d) la meilleure estimation de la production des administrations publiques, particulièrement avec le calcul de la Consommation de Capital Fixe (CCF);
- e) la prise en compte de manière explicite des activités des ONG;
- f) la mise en œuvre des changements introduits par le SCN2008, notamment dans le cas du SIFIM;
- g) l'augmentation de la consommation finale des ménages révélée par l'ECVMAS de 2012, alors qu'il est universellement reconnu par tous les comptables nationaux que les enquêtes auprès des ménages sous estiment la consommation finale.

Le tableau 2 montre que, le plus souvent, ce sont les pays qui ont mis le plus de temps pour changer d'année de base qui enregistrent des pourcentages de réévaluation les plus élevés de leur PIB. Les exemples de Ghana et de Nigéria sont bien parlants avec des réévaluations respectives de 62.8 % et de 59.5 % suite à des travaux de changement de base après treize (13) et vingt (20) ans. Evidemment, il n'y a pas que l'ancienneté de la base comme seule variable explicative, on vient de citer plus haut plusieurs autres facteurs qui peuvent conduire à une réévaluation du PIB. C'est ce qui explique par exemple qu'un pays comme le Burundi ait enregistré une augmentation de plus de 40 % de son PIB après seulement 9 ans, alors que la Zambie qui a mis beaucoup plus de temps seize (16) ans n'a eu que 25 % de réajustement du PIB. On pourrait citer plusieurs autres exemples pour illustrer le fait que l'ancienneté de l'année de base n'est pas le seul facteur explicatif.

**TABLEAU 2 : Expérience de certains pays africains
dans la réévaluation du PIB après le changement de base
des comptes nationaux**

Country	Old Base Year	Latest Base Year	Years Since Last Rebasing	% GDP Uplift
Burundi	1996	2005	9	40.3
Chad	1995	2005	10	6.6
Egypt	2001	2006	5	8.9
Ghana	1993	2006	13	62.8
Kenya	2001	2009	8	25.3
Morocco	1998	2007	9	5.1
Nigeria	1990	2010	20	59.5
Rwanda	2006	2011	5	1.0
Sierra Leone	2001	2006	5	25.6
South Africa	2005	2010	5	2.8
Tanzania	2001	2007	6	10.0
Uganda	2002	2009	7	13.1
Zambia	1994	2010	16	25.2

Source: World Economics, National Statistics Offices.

Le niveau de développement des pays, particulièrement l'état de santé des systèmes statistiques nationaux (SSN) joue aussi un rôle important. A rappeler que le SSN est formé de l'ensemble des organismes publics ou privés qui participent à la production de statistiques sectorielles et autres. Généralement, plus le SSN est fort et bien organisé, moins la réévaluation est prononcée. Regardez le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Maroc avec des réévaluations respectives de 1 %, 2.8 % et 5.1 %. Evidemment, ils ne prennent pas non plus trop de temps pour changer d'année de base, c'est seulement cinq (5) ans.

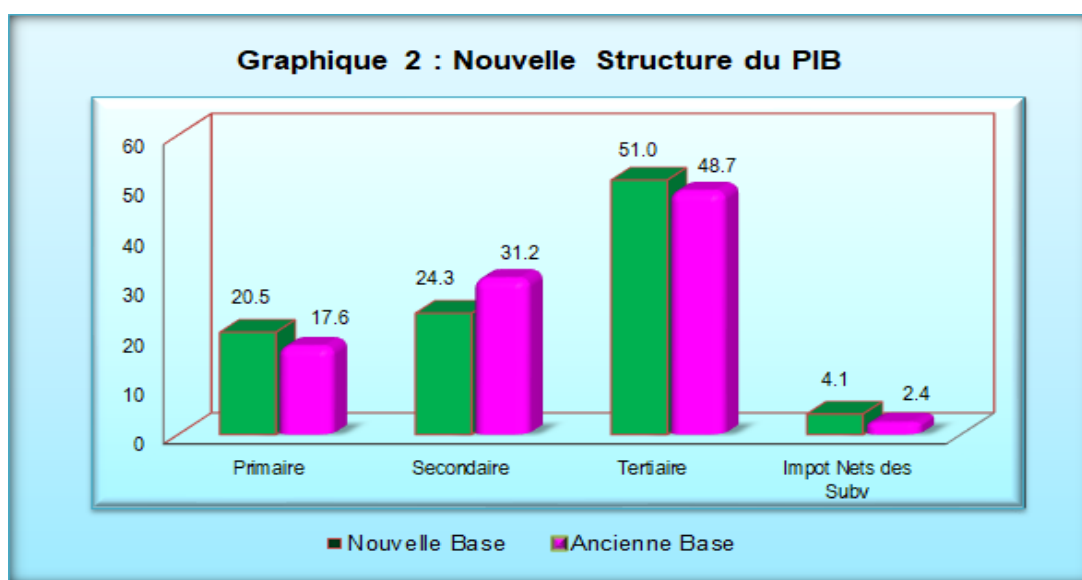
10.3. CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DU PIB

Comme il fallait s'y attendre, les travaux de changement de base ont également révélé des modifications dans la participation des trois (3) secteurs d'activité à la formation du PIB de la

TABLEAU 3 : Nouvelle Structure du PIB

Code/ Secteur d'Activité	Nouvelle Base %	Ancienne Base %
01-09 Primaire	20.5	17.6
10-43 Secondaire	24.3	31.2
45-98 Tertiaire	51.0	48.7
Somme des valeurs Ajoutées	95.9	97.6
Impôt Nets des Subventions	4.1	2.4
Produit Intérieur Brut (Px du marché)	100.0	100.0

Source : DSE/IHSI



nouvelle base. En effet, les contributions respectives des secteurs primaire, secondaire et tertiaire au PIB de la nouvelle base 2012 sont de 20.5 %, 24.3 % et 51.0 %, contre respectivement 17.6 %, 31.2 % et 48.7 % en 2012 de l'ancienne base de 1986-1987. Les impôts nets des subventions qui font la différence sont évalués à 4.1 % pour la nouvelle base contre 2.4 % dans l'ancienne. Ainsi, vu sous cet angle, on peut dire que, par rapport à l'ancienne base, le secteur secondaire a perdu de l'importance au profit des secteurs primaires et tertiaires.

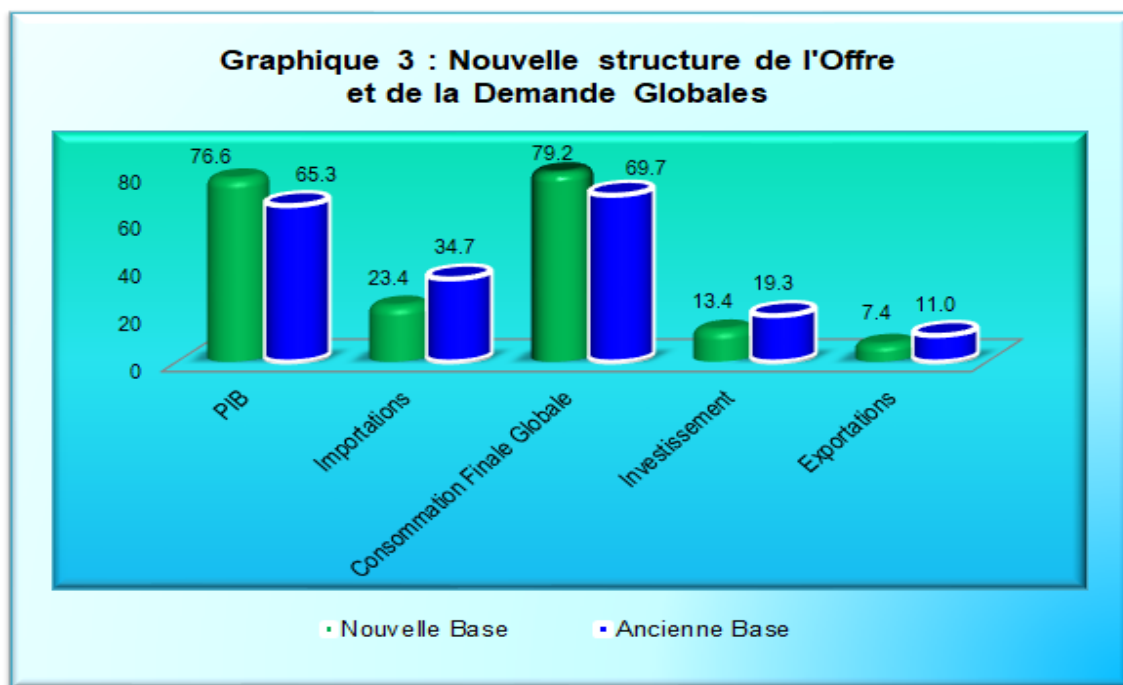
10.4. IMPACTS DU CHANGEMENT DE BASE SUR L'OFFRE ET LA DEMANDE GLOBALES

L'Offre de biens et services (PIB + Importations) dans l'économie pour la nouvelle base est passée à 744,4 milliards de gourdes contre 502,3 milliards dans l'ancienne base, augmentant ainsi de 242 milliards, soit un surcroît de 48.2 %. Cette différence est due essentiellement à la réévaluation du PIB (73.8 %), puisque l'Importation est restée quasiment inchangée avec seulement 0.01 % de hausse.

TABLEAU 4 : Nouvelle Structure de l'Offre et de la Demande Globales

Agrégats	Année de Base 2012 %	Année de Base 1987 %
PIB	76.6	65.3
Importations	23.4	34.7
Offre Globale	100.0	100.0
Consommation Finale Globale	79.2	69.7
Administration publique	5.7	1.5
ISBLSM	3.4	-
Ménages	70.1	68.2
Investissement	13.4	19.3
Variation stocks	0.0	-
Exportations	7.4	11.0
Demande Globale	100.0	100.0

Source : DSE/IHSI

**TABLEAU 5 : Réévaluation de l'Offre et de la Demande Globales**

Agrégats	Année de Base 2012		Année de Base 1987		Ecart relatif par rapport à AB*
	Montant (NB) En Millions de Gdes	%	Montant (AB) En Millions de Gdes	%	
PIB	569 992	76.6	327 945	65.3	73.8
Importations	174 434	23.4	174 400	34.7	0.0
Offre Globale	744 427	100.0	502 345	100.0	48.2
Consommation Finale	589 591	79.2	349 969	69.7	68.5
Administration Publique	42 405	5.7	7 558	1.5	461.0
ISBLSM	25 217	3.4			
Ménages	521 969	70.1	342 411	68.2	52.4
Investissement	99 639	13.4	96 910	19.3	2.8
Variation stocks	161	0.0	-	-	-
Exportations	55 035	7.4	55 466	11.0	(0.8)
Demande Globale	744 427	100.0	502 345	100.0	48.2

Source : DSE/IHSI

Note : * Cet Ecart correspond à la différence entre Nouvelle base et Ancienne base en %

En ce qui concerne la demande globale, (Consommation Finale Globale + Investissement + Exportation), cette différence de niveau dans la nouvelle base par rapport à l'ancienne est surtout supportée par la Consommation Finale Globale qui a été réévaluée à hauteur de 68.5 %. Cette forte majoration de la Consommation Finale Globale de 2012 s'explique par une meilleure évaluation de la consommation des ménages, basée sur l'enquête auprès des ménages (ECVMAS 2012) et sur des ajustements liés au Tableau des Ressources et Emplois (TRE). De plus, il faut compter aussi l'apport de la Consommation Finale des administrations publiques qui a été mieux mesurée avec la nouvelle méthodologie, ainsi que celui de la Consommation Finale des organisations non gouvernementales (ONG) qui n'ont pas été explicitement prises en compte dans l'ancienne base.

A noter que les autres éléments de la demande globale n'ont pas vraiment participé à la réévaluation du PIB. En effet, l'Investissement a augmenté de seulement 0.8 % dans la nouvelle base 2011-2012, la variation de stocks est quasiment nulle, alors que l'Exportation, elle, a chuté de 0.4 %.

10.5. CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL À LA RÉÉVALUATION DU PIB DE LA NOUVELLE BASE

L'une des nouveautés de la nouvelle base des Comptes Nationaux c'est la prise en compte explicite des activités du secteur informel. En effet, la répartition de la richesse nationale, pour la nouvelle année de base 2012, en terme de valeur ajoutée montre que le secteur informel, hors de l'Agriculture, représente 35.1 %, alors que le poids du secteur formel est de 64.9 %.

XI. IMPACTS DU CHANGEMENT DE BASE SUR CERTAINS RATIOS

On vient de voir que le passage de la base 1986-1987 à la base 2011-2012 s'est traduit par une révision à la hausse du PIB et évidemment de sa principale composante qui est la consommation finale globale. Cette réévaluation n'est pas sans effet sur des indicateurs spécifiques généralement utilisés par des organismes internationaux pour situer les pays dans certains classements mondiaux.

Parmi ces indicateurs, on peut citer le PIB per capita, le ratio déficit budgétaire par rapport au PIB, le taux d'endettement, la pression fiscale, l'indice de développement humain, etc. Si dans la majorité des cas, cette réévaluation du PIB va améliorer la position d'Haïti sur plusieurs aspects, elle va toutefois diminuer énormément la pression fiscale qui était déjà nettement plus faible par rapport aux pays de la CARICOM et de l'Amérique Latine.

TABLEAU 6 : Impacts du changement de base sur quelques ratios

Agrégats	Montant 2012 En Millions de Gourdes	Ratio en % du PIB	
		Nouvelle Base NB	Ancienne Base AB
PIB (AB)	328 061		
PIB (NB)	569 992		
Consommation Finale Globale (AB)	350 070		106.7
Consommation Finale Globale (NB)	589 593	103.4	
Investissement (AB)	96 925		29.5
Investissement (NB)	99 801	17.5	
Exportation (AB)	55 466		16.9
Exportation (NB)	55 033	9.7	
Importation (AB)	174 400		53.2
Importation (NB)	174 435	30.6	

Sources : IHSI/MEF/BRH/AGD

TABLEAU 6 (SUITE) : Impacts du changement de base sur quelques ratios

Agrégats	Montant 2012 En Millions de Gourdes	Ratio en % du PIB	
		Nouvelle Base NB	Ancienne Base AB
Dette Publique Externe	45 158	8	14
Recettes Fiscales Totales	42 313	7	13
Dépenses Totales	52 093	9	16
Solde Budgétaire	-9780	-2	-3
Balance Commerciale	-118934	-21	-36
Envoi de Fonds	68 237	12	21
PIB/Habitant en Gdes		54 592	31 410
Taux de change (Gdes pour 1 \$US)	42.3		
PIB/Habitant en \$US)		1 289.9	742
Population (En unité simple)	10 440 881		

Sources : IHSI/MEF/BRH/AGD

XII. SERIES EXTRAPOLEE ET RETROPOLEE

Les résultats de la nouvelle base 2012 une fois déterminés ont automatiquement provoqué des différences énormes par rapport à ceux établis dans l'ancienne base 1986-1987. Dès lors, les données de l'ancienne base intérimaire ne sont plus comparables à celles issues de la nouvelle base, il devient alors impératif de reconstituer les séries existantes afin de les rendre comparables aux données de la nouvelle base et faciliter également la tâche ainsi que la compréhension tant aux économistes, aux modélisateurs et aux autres utilisateurs de données statistiques.

Pour extrapoler les séries à prix courant de 2013 à 2019, on a utilisé la méthode de la double déflation. Pour l'exercice 2013 (n) on est parti des valeurs de l'année de base 2012 (n_0) qui ont été multipliées de manière simultanée par les taux de croissance de la production en prix et en quantité de l'année (n). Le taux de croissance du prix de 2013 a été donc dérivé en évaluant la valeur de 2013 au prix de l'année 2012 et en multipliant la valeur obtenue par l'indice de prix de 2013 correspondant à chaque branche d'activité. La croissance en volume de 2013 a été déterminée en faisant le rapport entre la valeur de 2013 évaluée au prix de l'année 2012 et la valeur courante de l'année 2012. Le processus des estimations pour les autres années s'établit successivement de la même manière.

Pour la détermination des valeurs à prix constant postérieures à 2012, on a multiplié la valeur de l'année de départ (n_0) par la croissance en volume de l'année (n). Cette croissance en volume de l'année n pour chaque branche d'activité a été, elle-même, dérivée comme cela a été indiqué dans le paragraphe précédent c'est-à-dire en faisant le rapport entre la valeur de l'année n évaluée au prix de l'année antérieure (n_{-1}) sur la valeur courante de l'année antérieure (n_{-1}) et ainsi de suite.

Pour les séries rétropolées de 2012 à 2000 c'est la même démarche qui a été entreprise aussi bien pour les valeurs à prix courant que celles à prix constant mais de manière inversée.

XIII. LIMITES ET PERSPECTIVES

En dépit des efforts déployés pour produire des comptes nationaux plus fiables, notamment en implémentant le SCN2008, en améliorant la méthodologie et en augmentant la couverture, il faut reconnaître que les comptes nationaux de 2012 comportent quand même certaines faiblesses. La mise en œuvre d'un changement de base des comptes nationaux exige la réalisation de toute une série d'enquêtes de structure sur les principales branches d'activité, ce qui n'a pas été tout à fait possible pour les comptes de 2012. Néanmoins, comme il a été déjà fait mention, des enquêtes et études réalisées antérieurement par l'IHSI et d'autres organismes partenaires ont été mises à

profit à l'occasion de ces travaux. De plus, en dépit de certaines déficiences, les données de sources administratives ont été au mieux exploitées.

A cet égard, comme on le sait, les registres administratifs souffrent de problèmes d'enregistrement, d'exhaustivité et de mauvaises déclarations. Cette situation rendait la tâche difficile dans certains cas. Parfois on a dû faire appel à la méthode de «statistiques miroirs» ou de «dires d'expert» pour corriger certaines données de base.

En termes de perspectives, il faut espérer qu'Haïti ne prendra plus aussi longtemps avant de renouveler la base des comptes nationaux. A ce moment là, il serait souhaitable que l'Institut soit pourvu de moyens financiers et humains adéquats afin de réaliser les enquêtes structurelles nécessaires au changement de base des comptes. Entretemps, il devra aussi, dans le cadre d'une collaboration dynamique avec les institutions partenaires du Système National de Statistique et d'Informatique Publiques (SyNSIP), s'assurer d'un traitement plus approprié des données sources et mieux adapté aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC); car l'existence de bons registres administratifs reste et demeure un passage obligé pour pouvoir enrichir les comptes nationaux, notamment par la construction des comptes des secteurs institutionnels et des autres tableaux de synthèse.

BIBLIOGRAPHIE

BRH	<i>Rapport Annuel de la Banque de la République d'Haïti.</i>
EUROSTAT	<i>SCN essentiel : établir les bases, Édition 2013.</i>
IHSI	<i>Enquête sur l'Emploi et l'Economie Informelle, (EEI, 2008).</i>
IHSI	<i>Enquête sur le Secteur de la Construction (IHSI-2001).</i>
IHSI	<i>Enquête sur le Secteur des Télécommunications (IHSI-2009).</i>
IHSI	<i>Enquête sur le Secteur Transport (IHSI-2005).</i>
IHSI	<i>Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages après le Séisme (ECVMAS HAITI 2012).</i>
IHSI	<i>Indicateur Conjoncturel d'Activité Economique (ICAE-Haïti), base 2007/2008.</i>
MANDR	<i>Recensement agricole; Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR-2009).</i>
MSPP	<i>Série des Comptes Nationaux de Santé.</i>
Nations Unies	<i>Classification Centrale des Produits, version 2; ISIC Rév.4 et SH 2007.</i>
Nations Unies	<i>Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'Activité Economique (CITI), Révision 4, New-York, 2009.</i>
Nations Unies	<i>Financial Production, Flows and Stocks in the System of National Accounts, New York, 2014.</i>
Nations Unies	<i>Système de Comptabilité Nationale (SCN, 2008), New-York, 2013.</i>

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAUX DE L'ANNEE DE BASE 2012

Equilibre Ressources Emplois 2012 (En Millions de Gourdes Courantes)

Ressources										Emplois									
CPC ver. 2	Total production au prix au prix de base	Importations		Marge de Commerce et de Transport	Impôts/ subventions sur les produits	Total des Ressources au prix au prix d'acquisition	Total Consommation Intermédiaire	Consommation Finale			FBCF	Variation des Stocks	Exportations		Emplois Finaux	Total Emplois au prix d'acquisition			
		Biens	Services					Ménages	APU	ISLSM			Biens	Services					
01-02	128 864	3 221	-	23 721	610	156 416	68 379	86 807	-	-	494	0	736	-	88 036	156 416			
11-16	7 549	121	-	734	15	8 419	7 676	730	-	-	-	-	12	-	742	8 419			
17	14 728	0	65	-	(3 186)	11 607	7 462	4 103	-	-	-	-	-	43	4 146	11 607			
18-94	6 236	-	-	-	43	6 279	3 184	3 095	-	-	-	-	-	-	3 095	6 279			
21-49	210 885	134 329	2 484	114 019	22 842	484 558	161 548	241 886	-	-	42 898	161	31 460	6 604	323 010	484 558			
54	68 125	-	-	-	28	68 154	11 116	790	-	-	56 248	-	-	-	57 038	68 154			
61	138 063	-	-	(138 473)	409	(0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
63	42 208	-	1 756	-	60	44 025	6 345	31 653	-	-	-	-	-	6 027	37 680	44 025			
64-65-66-67-68	49 695	(8 997)	26 400	-	288	67 385	24 285	41 007	-	-	-	-	-	2 094	43 100	67 385			
71	21 921	(640)	640	-	531	22 452	9 899	8 651	3 902	-	-	-	-	-	12 552	22 452			
72	29 786	-	98	-	-	29 884	1 883	27 936	-	-	-	-	-	64	28 001	29 884			
81-82-83	9 969	-	7 514	-	1	17 484	17 013	438	-	-	-	-	-	33	471	17 484			
84	19 563	-	640	-	1 794	21 998	8 234	12 611	-	-	-	-	-	1 153	13 764	21 998			
73-85-86-87-88-89	30 648	-	5 920	-	145	36 713	28 711	3 984	-	3 135	-	-	-	882	8 002	36 713			
91	29 743	-	-	-	-	29 743	-	-	29 743	-	-	-	-	-	29 743	29 743			
92	32 857	-	275	-	23	33 154	1 044	25 147	6 783	-	-	-	-	181	32 110	33 154			
93	34 343	-	232	-	-	34 576	10	15 294	1 977	17 294	-	-	-	-	34 565	34 576			
95	4 956	-	-	-	-	4 956	-	168	-	4 788	-	-	-	-	4 956	4 956			
96-97-99	23 068	-	377	-	27	23 472	2 284	15 443	-	-	-	-	-	5 745	21 188	23 472			
98	2 229	-	-	-	-	2 229	-	2 229	-	-	-	-	-	-	2 229	2 229			
TOTAL	905 437	128 033	46 401	-	23 630	1 103 502	359 074	521 971	42 405	25 217	99 640	161	32 208	22 826	744 429	1 103 502			

Compte de Production et d'Exploitation 2012 : (En Millions de Gourdes Courantes)

Branches	CODE CITI REV. 4	Compte de Production			Compte d'Exploitation		
		Production	Consommation Intermédiaire	Valeur Ajoutée	Rémunération des Salariés	Impôts Indirect nets de Subventions sur la Production	Excédent Brut d'Exploitation
Culture, production animale, Activités de services connexes agricoles et Sylviculture et exploitation forestière	01-02	150 794	47 545	103 249	6 138	625,7	96 486
Pêche et aquaculture	03	7 929	201	7 728	-	-	7 728
Autres activités extractives	08	7 549	1 393	6 156	615	-	5 541
Fabrication de produits alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	10-12	84 178	49 428	34 750	8 398	77,3	26 275
Fabrication d'articles d'habillement, de textiles et de cuir et d'articles de cuir	13-15	48 151	15 469	32 683	9 793	1,3	22 888
Production de bois et d'articles en bois et en liège (sauf fabrication de meubles); d'articles de vannerie et de sparterie, de papier et d'articles en papier et Imprimerie et reproduction de supports enregistrés	16-18	13 396	9 163	4 234	2 039	11,5	2 183
Fabrication de produits chimiques	20	2 317	1 614	703	150	3,5	550
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, de produits métallurgiques de base, d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériel) et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	21-27	35 806	16 336	19 470	3 301	26,1	16 144
Fabrication de meubles, Autres activités de fabrication et réparation et installation de machines et de matériel	31-33	544	464	80	40	-	40
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation et Collecte et traitement des eaux, distribution d'eau	35-36	20 964	9 631	11 333	1 626	250,0	9 457
Construction de bâtiments	41	68 136	32 920	35 216	12 793	24,0	22 399
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	45	152 728	32 742	119 986	3 693	511,5	115 781
Transports terrestres, transport par conduites, transports par eau et magasinage et activités annexes des transports	46-52	46 403	24 604	21 799	5 659	405,1	15 735
Activités de poste et de courrier	53	3 282	1 333	1 949	848	3,4	1 097
Hébergement et activités de services de restauration et de consommation de boissons	55-56	42 208	34 278	7 931	3 348	5,2	4 578
Activités d'édition, activités de production de films cinématographiques et vidéo, de programmes de télévision, d'enregistrements sonores et d'édition musicale et activités de programmation et de diffusion	58-60	1 080	541	539	245	0,7	293
Télécommunications et activités de services d'information	61-63	18 883	8 313	10 570	465	394,1	9 711
Activités de services financiers, à l'exception des assurances et des caisses de retraite, activités d'assurances, réassurance et de caisses de retraite, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire et activités auxiliaires des services financiers et des assurances	64-66	21 921	6 528	15 393	7 309	279,7	7 804
Activités immobilières, activités juridiques et comptables, activités d'architecture et d'ingénierie; activités d'essais et d'analyses techniques, autres activités professionnelles, scientifiques et techniques, activités de services vétérinaires et activités de location	68-77	43 324	14 000	29 324	3 435	808,8	25 081
Activités des agences de voyages, voyagistes, services de réservation et activités connexes, activités d'enquêtes et de sécurité et activités des services concernant les bâtiments, architecture paysagère	79-81	7 988	1 723	6 265	566	6,6	5 693
Activités d'appui administratif, de secrétariat, et autres activités d'appui aux entreprises et administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	82-84	30 150	11 466	18 684	13 390	218,0	5 076
Éducation, activités relatives à la santé, activités de soins de santé dispensés en établissement, activités d'action sociale sans hébergement, activités créatives, arts et spectacles et activités sportives et de loisirs et activités récréatives	85-93	83 966	31 346	52 620	37 417	970,0	14 232
Activités des organisations associatives, activités de réparation d'ordinateurs et d'articles personnels et ménagers, autres activités de services personnels et activités des ménages privés employant du personnel domestique	94-97	13 740	8 040	5 699	2 141	722,3	2 836
TOTAL		905 437	359 075	546 362	123 408	5 345	417 609

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS POUR 2011-2012 EN MILLIONS DE COURDES COURANTES

CPC	Production par branches d'activité																							Importations de			Total des Ressources au prix de base	Marges de Commerce et de Transport	Impôts/subventions sur les produits	Total des Ressources au prix d'acquisition	
																								Total Production au prix de base	Biens	Services					
	01-02	03	08	10-12	13-15	16-18	20	22-27	31-33	35-36	41	45	48-52	53	55-56	58-60	61-63	64-66	68-77	79-81	82-84	85-93	94-97								
01-02	120 956	7 929	6 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	135 764	3 289	139 054	24 411	620	164 085		
11-16	-	-	649	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	649	52	701	44	5	750		
17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 728	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 728	0	65	14 793	-	(3 186)	11 607	
18-94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 236	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 236	-	-	6 236	-	43	6 279	
21-39	26 711	-	-	84 178	48 151	13 396	2 317	35 806	323	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	210 885	134 329	2 484	347 698	114 019	22 842	484 558	
54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68 125	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68 125	-	-	68 125	-	28	68 154	
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138 063	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138 063	-	-	138 063	(138 473)	409	(0)	
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42 208	-	-	-	-	-	-	-	-	42 208	-	1 756	43 964	-	60	44 025	
64-65-66-67-68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	46 403	3 282	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49 095	(8 997)	26 400	67 098	-	288	67 385
71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21 921	-	-	-	-	-	21 921	(640)	640	21 921	-	531	22 452	
72	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29 786	-	-	-	-	29 786	-	98	29 884	-	-	29 984	
81-83-85	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 969	-	-	-	-	9 969	-	7 514	17 483	-	1	17 484	
84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	680	18 883	-	-	-	-	-	-	19 563	-	640	20 203	-	1 794	21 998	
85-86-87-88-89	3 148	-	-	-	-	-	-	-	221	-	-	14 665	-	-	-	-	-	-	3 569	7 988	287	-	-	770	30 648	-	5 920	36 568	-	145	36 713
91	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29 743	-	-	29 743	-	-	29 743	-	-	29 743	
92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32 857	-	32 857	-	275	33 131	-	23	33 154	
93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34 343	-	232	34 576	-	-	34 576	
95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 956	-	-	4 956	-	-	4 956	
96-97-99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 981	-	-	-	-	120	16 766	5 705	23 068	-	377	23 445	-	27	23 472	
98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 229	-	-	2 229	-	-	2 229	
Total	150 794	7 929	7 549	84 178	48 151	13 396	2 317	35 806	544	20 964	68 136	152 728	46 403	3 282	42 208	1 080	18 883	21 921	43 324	7 988	30 150	83 966	13 740	905 437	128 033	46 401	1 079 871	-	23 630	1 103 502	

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS POUR 2011-2012 EN MILLIONS DE GOURDES COURANTES

CPC	CI - Branches (CITI REV. 4)																				CF				FBOF	Var. des Stocks	Exportations de		Total des Emplois au prix d'acquisition			
																					Total CI	Ménages	APU	ISBSM			Biens	Services				
	01-02	03	08	10-12	13-15	16-18	20	21-27	31-33	35-36	41	45	46-52	53	55-56	58-60	61-63	64-66	68-77	79-81					82-84	85-93			94-97			
01-02	26 418	20	149	33 025	562	3 331	170	499	-	-	9 022	-	-	-	2 830	-	-	-	-	-	-	11	-	76 036	86 807	-	494	0	747	-	164 085	
11-16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	0	0	-	0	-	-	1	5	19	730	-	-	-	1	-	750	
17	330	-	7	517	333	439	36	2 379	25	187	-	660	27	0	368	18	60	25	385	42	202	1 422	0	7 462	4 103	-	-	-	-	43	11 607	
18-94	415	-	-	12	37	39	7	1 382	-	3	696	200	53	-	145	11	-	-	62	5	-	116	-	3 184	3 095	-	-	-	-	-	6 279	
21-39	12 210	60	130	14 849	13 473	3 817	1 129	6 936	433	3 860	20 425	2 346	19 576	653	30 132	421	215	277	2 358	36	3 637	17 063	7 511	161 549	241 886	-	-	42 898	161	31 460	6 684	484 558
54	1 209	-	-	10	5	65	12	282	-	392	1 548	726	-	-	60	-	-	-	5 912	-	-	894	-	11 116	790	-	-	56 248	-	-	68 154	
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0)	
63	3	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	690	138	0	-	12	77	365	88	62	4 059	823	24	6 344	31 653	-	-	-	-	6 027	44 025	
64-65-66-7-68	3 850	-	86	65	117	74	45	812	-	648	-	9 748	24	0	115	22	355	202	2 429	107	312	5 221	54	24 286	41 007	-	-	-	-	2 094	67 385	
71	553	-	916	225	78	24	46	65	5	828	122	857	2 431	0	303	11	112	783	843	260	138	1 295	3	9 899	8 651	3 902	-	-	-	-	22 452	
72	2	-	102	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	1	0	684	160	-	299	607	23	1 883	27 936	-	-	-	-	64	29 884	
81-82-83	873	-	-	495	767	1 252	155	3 822	-	146	-	6 283	185	0	146	1	0	1 540	107	923	185	109	20	17 013	438	-	-	-	-	33	17 484	
84	399	1	2	212	75	61	10	120	-	24	150	148	149	10	150	27	4 144	25	514	156	433	1 419	5	8 234	12 611	-	-	-	-	1 153	21 998	
73-85-86-87-88-89	187	120	-	-	-	-	-	-	-	3 354	957	11 069	1 679	670	-	15	3 348	2 612	956	125	1 363	1 745	351	28 711	3 984	-	3 135	-	-	882	36 713	
91	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29 743	-	-	-	29 743	
92	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	5	-	-	2	1	14	1	5	837	111	44	1 044	25 147	6 783	-	-	-	181	33 154	
93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0	-	1	-	8	0	10	15 294	1 977	17 294	-	-	-	34 576	
95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	168	-	4 788	-	-	-	4 956	
96-97-99	1 085	-	-	16	22	61	4	38	-	0	-	-	337	-	15	-	-	-	205	-	-	501	-	2 284	15 443	-	-	-	-	5 745	23 472	
98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 229	-	-	-	-	-	2 229	
Total	47 545	201	1 393	49 428	15 469	9 163	1 614	16 336	464	9 631	32 920	32 742	24 604	1 333	34 278	541	8 313	6 528	14 000	1 723	11 466	31 346	8 040	359 075	521 971	42 405	25 217	99 640	161	32 208	22 826	1 103 502
VA	103 249	7 728	6 156	34 750	32 683	4 234	703	19 470	80	11 333	35 216	119 986	21 799	1 949	7 931	539	10 570	15 393	29 324	6 265	18 684	52 620	5 699	546 362	-	-	-	-	-	-	-	
II-S	626	-	-	77	1	11	4	26	-	250	24	512	405	3	5	1	394	280	809	7	218	970	722	5 345	-	-	-	-	-	-	-	
RDS	6 138	-	615	8 398	9 793	2 039	150	3 301	40	1 626	12 793	3 693	5 659	848	3 348	245	465	7 309	3 435	566	13 390	37 417	2 141	123 408	-	-	-	-	-	-	-	
EBE	96 486	7 728	5 541	26 275	22 888	2 183	550	16 144	40	9 457	22 399	115 781	15 735	1 097	4 578	293	9 711	7 804	25 081	5 693	5 076	14 232	2 836	417 609	-	-	-	-	-	-	-	

**ANNEXE 2 : SERIES RETROPOLEE ET EXTRAPOLEE
RÉVISÉES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)
(2000-2019)**

NOTE EXPLICATIVE / TABLEAUX STATISTIQUES ET GRAPHIQUES

NOTE EXPLICATIVE

La décision de l'IHSI de réviser la série des comptes fait suite aux modifications des données de base enregistrées dans l'une de ses principales sources officielles de collecte, particulièrement en ce qui a trait aux données du secteur externe de l'économie.

En effet, l'Institut a reçu en janvier 2021 une série révisée de la Balance des Paiements, notamment pour la période allant de 2016 à 2020. Ainsi, pour rester conforme aux normes et standards internationaux en matière de Comptabilité Nationale, l'IHSI a dû tenir compte de ces nouvelles informations et procéder du coup à la révision de sa série des comptes nationaux. Évidemment, l'équipe de la Comptabilité Nationale en a profité pour revisiter toute la série et corriger certaines incohérences qui y avaient été observées.

Ce travail participe des efforts continus de l'Institut de publier des informations de longue série de plus en plus fiables en vue, d'une part, de contribuer aux meilleures prises de décisions par les autorités et agents économiques et, d'autre part, de faciliter les travaux de recherche, de modélisation, d'analyse macroéconomique, etc.

Cette série révisée de la nouvelle base 2011-2012 des comptes nationaux d'Haïti qui s'étend de 1999-2000 à 2019-2020 comprend les informations suivantes :

1. Offre et Demande Globales en millions de gourdes courantes;
2. Offre et Demande Globales en millions de gourdes constantes;
3. Valeur Ajoutée par branches d'activité en millions de gourdes courantes;
4. Valeur Ajoutée par branches d'activité en millions de gourdes constantes.

Tableau 1

Offre et Demande Globales
En Millions de Gourdes Courantes
De 1999 - 2000 A 2008 - 2009
Base 2011 - 2012

AGREGATS	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	133 692	150 885	164 056	195 267	239 564	280 064	311 615	356 149	401 234	471 796
IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	26 818	31 365	33 851	57 324	61 986	72 233	88 766	89 179	109 205	114 082
OFFRE GLOBALE	160 510	182 250	197 907	252 591	301 550	352 297	400 381	445 328	510 439	585 878
CONSUMMATION FINALE TOTALE	139 196	159 139	172 887	209 232	255 148	295 810	331 375	373 350	422 969	484 333
CONSUMMATION FINALE DES MENAGES	125 995	143 347	153 972	186 653	230 368	269 975	299 547	333 615	372 985	432 735
CONSUMMATION FINALE DES APU	9 336	11 107	13 166	16 232	17 721	18 084	21 667	26 492	32 514	32 955
CONSUMMATION FINALE DES ISBLM	3 865	4 685	5 749	6 347	7 059	7 751	10 161	13 243	17 470	18 643
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	11 492	12 502	13 614	24 355	25 827	32 899	40 444	42 836	52 372	59 479
EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	9 822	10 609	11 406	19 004	20 575	23 588	28 562	29 142	35 098	42 066
DEMANDE GLOBALE	160 510	182 250	197 907	252 591	301 550	352 297	400 381	445 328	510 439	585 878

Source : DSE/IHSI

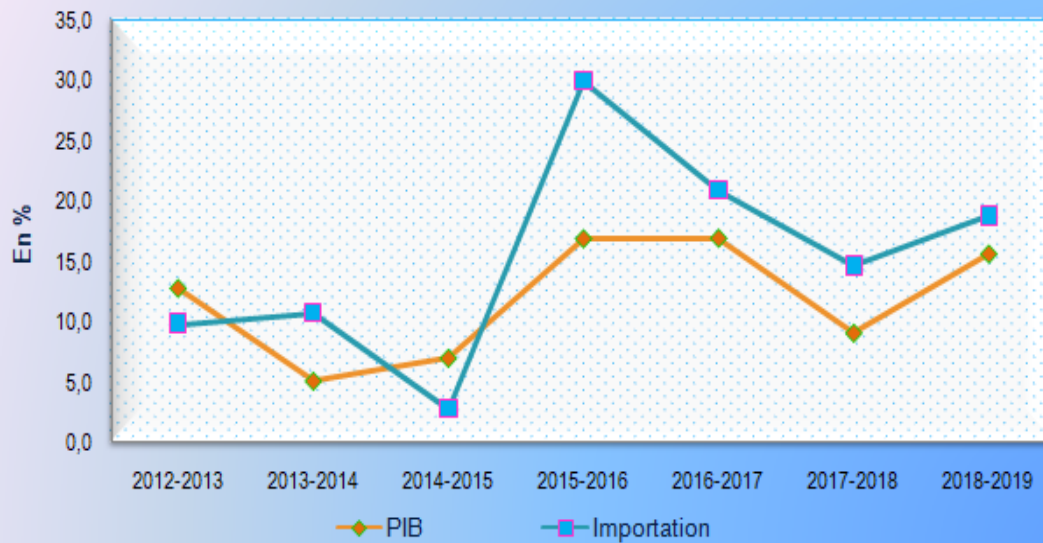
Tableau 1 (Suite)

Offre et Demande Globales
En Millions de Gourdes Courantes
De 2009 - 2010 A 2018 - 2019
Base 2011 - 2012

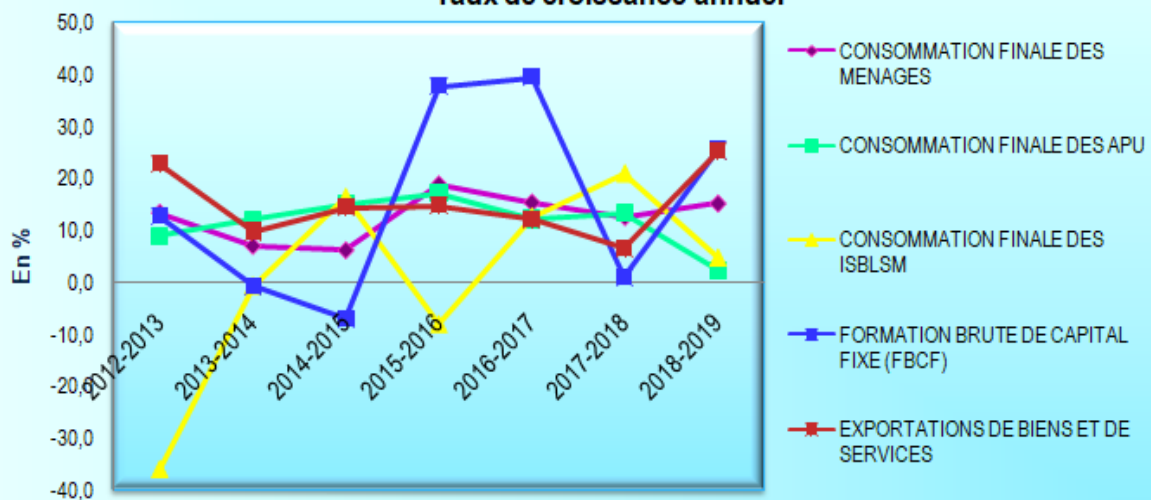
AGREGATS	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	478 044	524 124	569 992	642 674	675 572	720 255	844 479	986 919	1 076 413	1 244 014
IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	172 821	169 031	174 436	191 587	212 109	218 068	283 239	342 333	392 333	465 857
OFFRE GLOBALE	650 865	693 155	744 428	834 261	887 681	938 323	1 127 718	1 329 252	1 468 745	1 709 871
CONSOMMATION FINALE TOTALE	490 438	539 852	589 594	654 195	701 902	752 243	887 302	1 020 522	1 150 924	1 311 337
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	435 770	484 037	521 972	591 810	634 036	674 002	800 372	922 905	1 038 827	1 195 948
CONSOMMATION FINALE DES APU	34 794	34 343	42 405	46 216	51 802	59 543	69 730	78 243	88 672	90 855
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	19 874	21 472	25 217	16 169	16 064	18 698	17 200	19 374	23 425	24 534
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	119 457	99 975	99 801	112 493	111 609	101 212	143 013	199 481	201 395	252 809
EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	40 970	53 328	55 033	67 573	74 170	84 868	97 403	109 249	116 427	145 725
DEMANDE GLOBALE	650 865	693 155	744 428	834 261	887 681	938 323	1 127 718	1 329 252	1 468 745	1 709 871

Source : DSE/IHSI

**Graphique 1 : Evolution des Composantes de l'Offre Globale
à prix courant
Taux de croissance annuel**



**Graphique 2 : Evolution des composantes de la Demande Globale
à prix courant
Taux de croissance annuel**



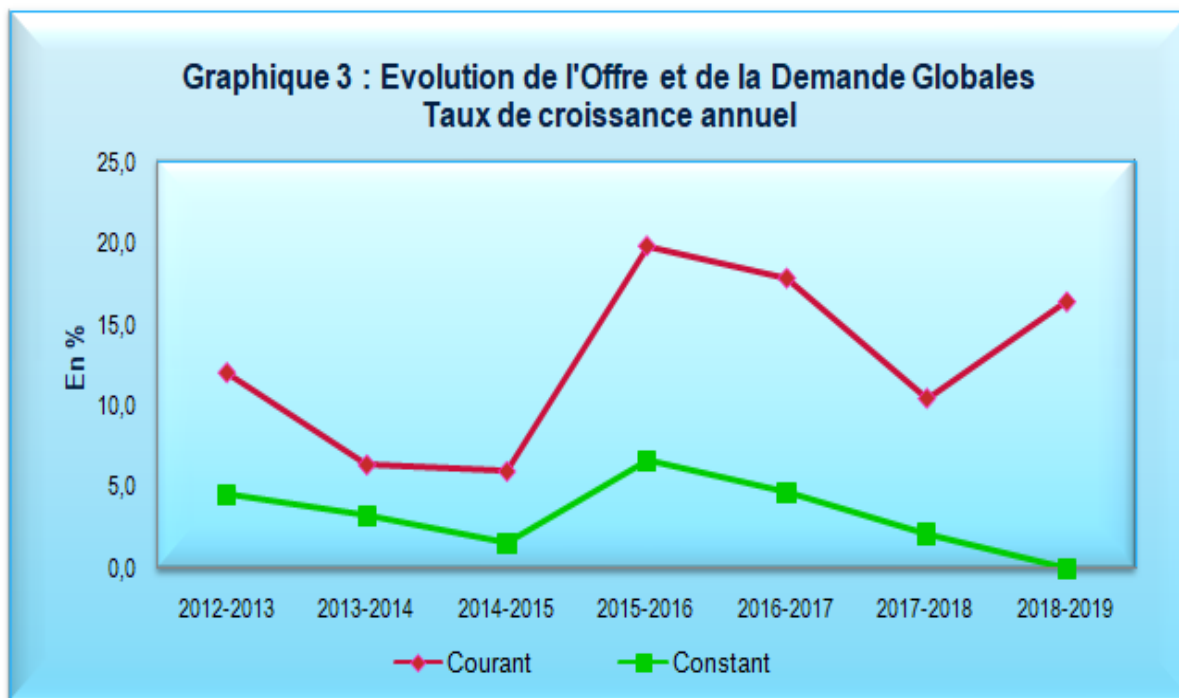


Tableau 2

Offre et Demande Globales
En Millions de Gourdes Constantes
De 1999 - 2000 A 2008 - 2009
Base 2011 - 2012

AGREGATS	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	465 835	464 238	469 121	485 450	479 053	493 770	502 504	526 154	540 139	571 956
IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	138 793	133 031	122 310	133 913	133 013	141 470	143 971	147 649	152 249	161 205
OFFRE GLOBALE	604 628	597 269	591 431	619 363	612 066	635 240	646 475	673 803	692 388	733 161
CONSOMMATION FINALE TOTALE	493 433	498 142	506 045	515 380	507 427	514 853	521 648	538 788	547 249	596 217
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	453 293	452 102	451 662	459 845	453 554	469 679	475 470	488 829	487 479	536 765
CONSOMMATION FINALE DES APU	25 041	28 437	33 039	33 565	32 553	27 492	27 874	29 905	35 962	36 121
CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM	15 099	17 603	21 344	21 970	21 320	17 683	18 305	20 054	23 807	23 331
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	79 089	69 061	55 337	61 925	66 317	82 210	82 529	95 859	102 293	89 267
EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	32 106	30 066	30 049	42 058	38 322	38 176	42 297	39 156	42 847	47 677
DEMANDE GLOBALE	604 628	597 269	591 431	619 363	612 066	635 240	646 475	673 803	692 388	733 161

Source : DSE/IHSI

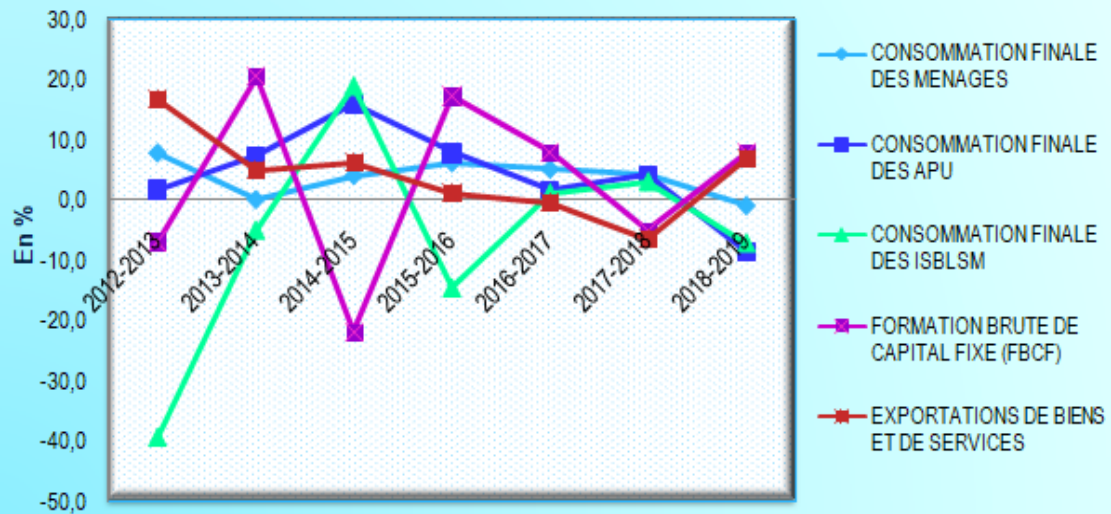
Tableau 2 (Suite)

Offre et Demande Globales
En Millions de Gourdes Constantes
De 2009 - 2010 A 2018 - 2019
Base 2011 - 2012

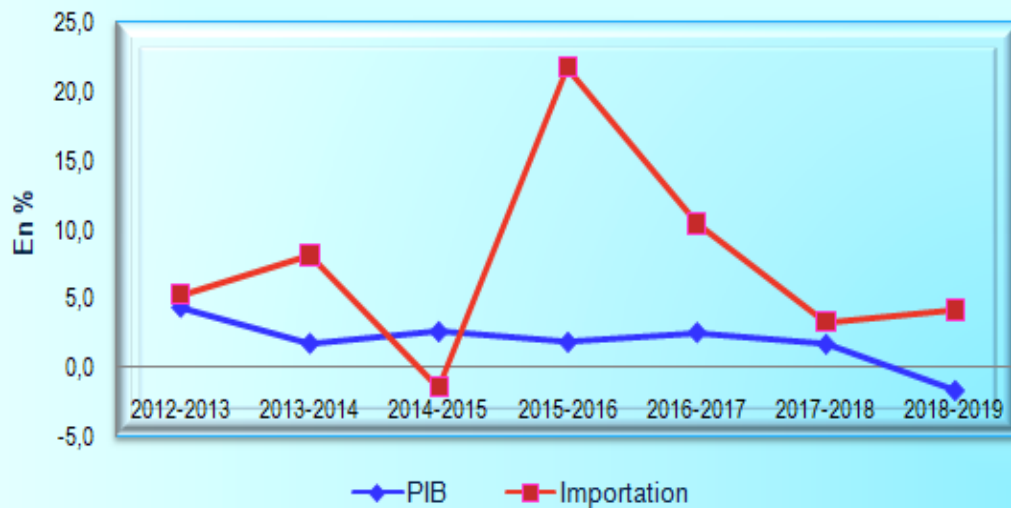
AGREGATS	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	539 631	567 143	569 992	594 643	604 887	620 387	631 631	647 487	658 286	647 196
IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	194 549	180 290	174 436	183 569	198 439	195 665	238 106	262 870	271 579	282 873
OFFRE GLOBALE	734 180	747 433	744 428	778 212	803 326	816 052	869 737	910 357	929 865	930 069
CONSOMMATION FINALE TOTALE	559 134	579 949	589 595	621 227	624 231	657 373	695 298	728 300	758 236	745 856
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	499 394	517 421	521 973	562 809	563 468	586 541	622 809	654 805	681 858	675 815
CONSOMMATION FINALE DES APU	36 346	38 791	42 405	43 148	46 273	53 621	57 805	58 657	61 106	55 875
CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM	23 394	23 737	25 217	15 270	14 490	17 211	14 684	14 838	15 272	14 166
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	130 208	111 409	99 800	92 846	111 857	87 265	102 238	110 315	104 578	112 595
EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	44 838	56 075	55 033	64 139	67 238	71 414	72 201	71 742	67 051	71 618
DEMANDE GLOBALE	734 180	747 433	744 428	778 212	803 326	816 052	869 737	910 357	929 865	930 069

Source : DSE/IHSI

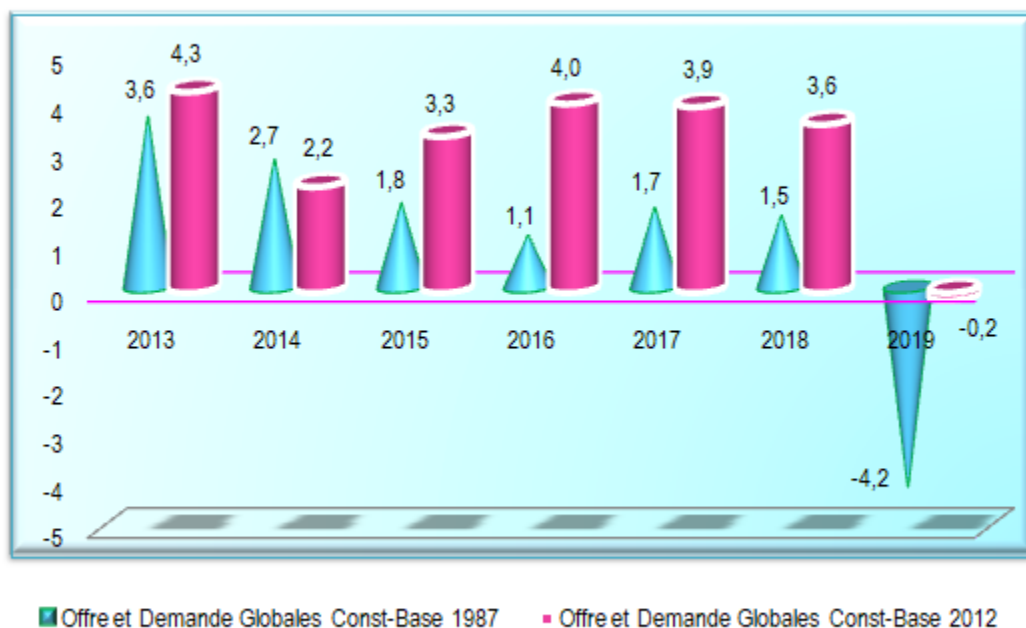
Graphique 4 : Evolution des composantes de la Demande Globale à prix constant
Taux de croissance annuel



Graphique 5 : Evolution des composantes de l'Offre Globale à prix constant
Taux de croissance annuel



Graphique 6 : Evolution de l'Offre et de la Demande Globales selon l'ancienne et la nouvelle Base



**Graphique 7 : Evolution du PIB selon l'ancienne et la nouvelle Base
Taux de Croissance annuel**

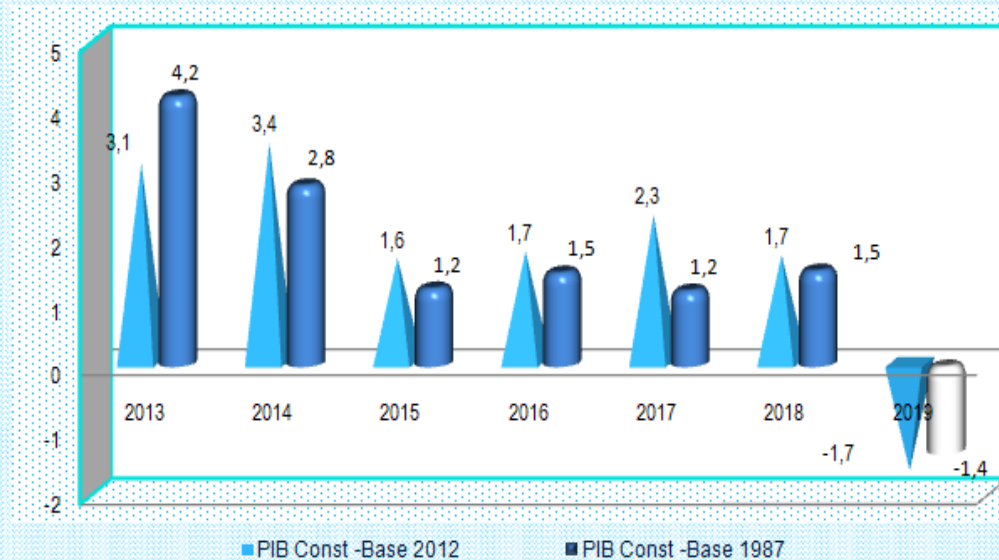


Tableau 3

Valeur ajoutée par branches d'activité
En Millions de Gourdes Courantes
De 1999 - 2000 A 2008 - 2009
Base 2011 - 2012

CODE CITI	BRANCHES D'ACTIVITE	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
01-03	SECTEUR PRIMAIRE	24 247	26 297	27 605	33 525	40 725	53 848	58 879	72 136	78 737	93 955
	Agriculture, sylviculture et pêche	22 976	24 821	25 979	31 553	37 962	50 589	55 178	68 013	73 972	88 667
05-09	Activités extractives	1 271	1 476	1 626	1 972	2 763	3 259	3 701	4 123	4 765	5 288
10-33	SECTEUR SECONDAIRE	29 543	34 131	36 429	46 640	58 580	66 900	78 817	86 071	102 390	118 443
	Activités de fabrication	17 419	20 852	22 464	28 181	37 942	44 600	51 270	55 550	68 296	79 558
35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	1 378	1 209	1 394	1 704	2 603	2 894	2 287	2 346	2 321	3 422
36-39	Distribution d'eau, réseau d'assainissement, gestion des déchets et remise en état	1 567	1 655	1 935	2 560	3 172	3 528	4 131	4 455	4 718	4 829
41-43	Construction	9 179	10 415	10 636	14 195	14 863	15 878	21 129	23 720	27 055	30 634
45-47	SECTEUR TERTIAIRE	76 434	86 591	95 462	109 206	132 757	152 152	163 981	185 769	205 312	243 690
	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motos/motocycles	26 780	29 816	32 170	39 378	48 384	57 080	66 155	72 362	84 468	102 830
49-53	Transport et Entreposage	7 235	8 201	8 910	10 926	14 383	19 652	16 915	20 156	19 241	24 787
55-56	Activités d'Hébergement et de Restauration	4 751	4 541	4 854	4 744	4 663	5 951	6 605	7 562	5 863	6 326
58-63	Information et Communication	2 387	3 318	3 976	5 408	6 174	6 147	6 833	7 866	8 181	9 071
64-66	Activités Financières et d'Assurances	3 547	4 342	4 904	5 498	7 416	7 345	8 366	8 977	10 549	11 629
68	Activités Immobilières	7 484	8 085	8 758	8 970	10 111	10 442	10 583	12 969	15 430	17 476
84	Administration publique et défense, sécurité sociale et obligatoire	5 513	5 924	6 323	7 562	8 698	10 442	12 266	14 487	17 875	18 649
85	Education	5 535	6 067	7 114	7 848	10 047	11 743	12 531	14 448	15 624	17 992
86-88	Santé et Action Sociale	4 261	4 709	5 188	5 508	6 862	8 110	9 326	11 620	13 271	16 702
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	8 941	11 588	13 265	13 364	16 019	15 240	14 401	15 322	14 810	18 228
	Valeur Ajoutée Brute Totale	130 224	147 019	159 496	189 371	232 062	272 900	301 677	343 976	386 439	456 088
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	3 468	3 866	4 560	5 896	7 502	7 164	9 938	12 173	14 795	15 708
	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)	133 692	150 885	164 056	195 267	239 564	280 064	311 615	356 149	401 234	471 796
	Taux de croissance du PIB		12,9	8,7	19,0	22,7	16,9	11,3	14,3	12,7	17,6

Source : DSE/IHSI

Tableau 3 (Suite)

Valeur ajoutée par branches d'activité
En Millions de Gourdes Courantes
De 2009 - 2010 A 2018 - 2019
Base 2011 - 2012

CODE CITI	BRANCHES D'ACTIVITE	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
01-03	SECTEUR PRIMAIRE	102 069	110 719	117 133	131 095	127 735	131 749	161 666	196 998	212 349	256 476
	Agriculture, sylviculture et pêche	96 721	105 051	110 977	124 213	120 513	124 164	152 753	186 516	200 728	242 411
05-09	Activités extractives	5 348	5 668	6 156	6 882	7 222	7 585	8 913	10 482	11 621	14 065
10-33	SECTEUR SECONDAIRE	107 152	123 227	138 470	158 221	172 305	179 491	198 755	224 370	247 402	272 344
	Activités de fabrication	69 205	76 805	91 920	101 329	112 345	122 352	139 021	162 324	179 102	211 613
35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	6 477	8 125	6 393	7 531	7 625	5 691	6 522	6 290	6 047	4 956
36-39	Distribution d'eau, réseau d'assainissement, gestion des déchets et remise en état	4 627	4 752	4 941	5 523	5 652	5 574	5 816	6 137	6 131	6 604
41-43	Construction	26 843	33 545	35 216	43 838	46 683	45 874	47 396	49 619	56 122	49 171
45-47	SECTEUR TERTIAIRE	250 975	268 530	290 759	328 271	350 207	378 127	451 859	530 253	573 996	676 456
	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	101 898	112 604	117 696	134 533	142 588	151 406	173 695	204 628	236 847	288 638
49-53	Transport et Entreposage	25 863	26 885	26 037	29 298	29 994	29 782	33 495	36 599	36 182	37 874
55-56	Activités d'hébergement et de Restauration	5 994	7 323	7 931	10 631	11 719	13 477	17 238	16 983	17 053	22 297
58-63	Information et Communication	10 810	11 120	11 109	11 752	11 549	11 469	12 513	13 675	15 048	18 307
64-66	Activités Financières et d'Assurances	12 681	13 171	15 392	16 949	19 010	21 994	33 856	44 296	32 151	42 450
68	Activités Immobilières	18 865	21 505	23 721	27 239	29 768	32 253	40 721	47 599	52 942	63 482
84	Administration publique et défense, sécurité sociale et obligatoire	19 244	16 371	18 742	22 187	24 271	26 458	31 870	35 893	38 600	41 993
85	Education	18 547	19 281	21 719	26 622	29 028	34 464	40 116	50 586	57 736	57 661
86-88	Santé et Action Sociale	16 363	18 264	20 397	19 624	21 132	23 128	26 114	31 356	34 392	39 085
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	20 710	22 006	28 013	29 436	31 148	33 696	42 241	48 638	53 045	64 669
	Valeur Ajoutée Brute Totale	460 196	502 476	546 362	617 587	650 247	689 367	812 280	951 621	1 033 747	1 205 276
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	17 848	21 648	23 630	25 087	25 325	30 888	32 199	35 298	42 666	38 738
	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)	478 044	524 124	569 992	642 674	675 572	720 255	844 479	986 919	1 076 413	1 244 014
	Taux de croissance du PIB	1,3	9,6	8,8	12,8	5,1	6,6	17,2	16,9	9,1	15,6

Source : DSE/HSEI

Tableau 4

Valeur ajoutée par branches d'activité
En Millions de Gourdes Constantes
De 1999 - 2000 A 2008 - 2009
Base 2011 - 2012

CODE CITI	BRANCHES D'ACTIVITE	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
01-03	SECTEUR PRIMAIRE	104 664	102 783	99 874	110 212	103 602	114 695	111 760	121 039	114 201	117 323
	Agriculture, sylviculture et pêche	99 275	97 306	94 303	104 543	97 847	108 913	105 860	115 080	108 123	111 159
05-09	Activités extractives	5 389	5 477	5 571	5 669	5 755	5 782	5 900	5 959	6 078	6 164
10-33	SECTEUR SECONDAIRE	107 125	106 147	108 755	111 422	111 197	114 844	121 926	122 867	127 415	138 005
	Activités de fabrication	73 806	73 828	75 775	77 724	79 316	81 985	85 244	85 064	85 803	91 938
35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	5 242	4 087	4 202	4 321	4 919	5 276	4 040	3 897	3 885	5 743
36-39	Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	4 307	4 400	4 505	4 585	4 648	4 675	4 756	4 807	4 920	4 979
41-43	Construction	23 770	23 832	24 273	24 792	22 314	22 908	27 886	29 099	32 807	35 345
45-47	SECTEUR TERTIAIRE	234 797	237 893	241 490	248 120	245 400	247 609	249 286	256 384	271 995	288 045
	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	104 043	104 525	105 342	106 230	104 341	107 956	110 028	112 127	117 026	126 250
49-53	Transport et Entreposage	19 616	20 122	20 485	22 095	21 651	21 536	20 111	23 001	24 022	24 734
55-56	Activités d'hébergement et de Restauration	8 174	8 104	8 107	9 254	8 953	8 583	8 559	8 662	7 475	7 901
58-63	Information et Communication	6 462	6 847	6 848	6 958	7 009	7 196	7 534	8 132	8 674	8 913
64-66	Activités Financières et d'Assurances	6 014	5 967	6 030	6 611	6 618	7 084	7 271	6 911	9 119	9 900
68	Activités Immobilières	21 131	21 525	21 949	22 285	22 647	22 861	23 262	23 504	23 846	24 118
84	Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	12 987	13 614	14 426	15 291	15 178	14 413	14 216	14 271	18 080	18 946
85	Education	18 503	18 620	18 863	19 434	19 608	19 684	19 635	19 584	20 695	20 885
86-88	Santé et Action Sociale	11 672	11 990	12 994	13 352	13 083	12 069	12 306	12 844	14 753	17 901
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	26 195	26 279	26 446	26 610	26 312	26 227	26 364	27 347	28 305	28 496
	Valeur Ajoutée Brute Totale	446 586	446 523	450 119	469 754	460 199	477 148	482 972	500 290	513 611	543 373
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	19 249	17 715	19 002	15 696	18 854	16 622	19 532	25 864	26 528	28 583
	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)	465 835	464 238	469 121	485 450	479 053	493 770	502 504	526 154	540 139	571 956
	Taux de Croissance du PIB		-0,3	1,1	3,5	-1,3	3,1	1,8	4,7	2,7	5,9

Source : DSE/IHSI

Tableau 4 (Suite)

Valeur ajoutée par branches d'activité
En Millions de Gourdes Constantes
De 2009 - 2010 A 2018 - 2019
Base 2011 - 2012

CODE CITI	BRANCHES D'ACTIVITE	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
01-03	SECTEUR PRIMAIRE	118 960	119 028	117 133	122 231	115 654	111 101	112 313	113 705	115 348	113 262
	Agriculture, sylviculture et pêche	112 965	112 989	110 977	115 879	109 199	104 546	105 658	106 938	108 449	106 377
05-09	Activités extractives	5 995	6 039	6 156	6 352	6 455	6 555	6 654	6 768	6 898	6 884
10-33	SECTEUR SECONDAIRE	120 649	135 080	138 470	145 888	156 001	164 787	166 572	172 771	169 500	157 596
	Activités de fabrication	81 030	83 789	91 920	95 145	102 274	108 623	109 857	115 749	112 169	113 269
35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	5 683	7 822	6 393	6 752	6 662	6 109	6 218	6 144	5 997	5 105
36-39	Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	4 824	4 855	4 941	5 058	5 100	5 162	5 264	5 374	5 471	5 603
41-43	Construction	29 112	38 614	35 216	38 933	41 965	44 894	45 233	45 504	45 864	33 618
	SECTEUR TERTIAIRE	274 437	288 853	290 759	301 450	307 970	315 363	323 018	330 232	336 383	343 447
45-47	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motos/motocycles	113 316	119 210	117 696	125 077	128 975	132 782	131 527	132 439	141 911	145 231
49-53	Transport et Entreposage	25 086	26 341	26 037	27 994	24 956	22 144	20 425	18 896	16 756	14 368
55-56	Activités d'hébergement et de Restauration	7 160	7 949	7 931	8 665	9 186	9 649	9 532	8 996	9 120	9 124
58-63	Information et Communication	10 389	10 815	11 109	11 246	10 976	10 868	11 351	11 760	12 268	12 578
64-66	Activités Financières et d'Assurances	11 409	13 372	15 392	15 213	15 942	15 322	20 500	24 166	17 096	18 937
68	Activités Immobilières	23 271	23 374	23 721	24 384	24 647	25 048	25 450	25 129	25 505	26 213
84	Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	19 387	20 132	18 742	20 185	21 778	23 785	27 161	28 846	31 546	32 878
85	Education	20 424	21 431	21 719	22 598	23 536	26 292	26 310	27 064	27 934	28 627
86-88	Santé et Action Sociale	17 250	19 169	20 397	18 056	18 679	19 553	20 063	21 662	22 390	22 801
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	26 745	27 060	28 013	28 032	29 296	29 920	30 701	31 273	31 857	32 689
	Valeur Ajoutée Brute Totale	514 046	542 961	546 362	569 569	579 625	591 251	601 903	616 708	621 231	614 304
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	25 585	24 182	23 630	25 074	25 262	29 136	29 728	30 778	37 055	32 892
	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)	539 631	567 143	569 992	594 643	604 887	620 387	631 631	647 487	658 286	647 196
	Taux de Croissance du PIB	-5,7	5,1	0,5	4,3	1,7	2,6	1,8	2,5	1,7	-1,7

Source : DSE/HSI

ANNEXE 3 : IMPOTS SUR LA PRODUCTION ET LES PRODUITS

Principaux Impôts sur la Production et les Produits

Impôts sur la Production	Description
Taxes sur la masse salariale (TMS)	Impôts frappant le facteur de production "Salaire" à la charge de l'employeur
Droits de timbres	C'est un impôt qui s'applique au moyen des vignettes, de papiers timbrés, de machine à timbrer, sous forme de visa pour timbre et de tous autres moyens prescrits par la loi
Etalonnage	Taxe prélevée pour l'utilisation à des fins commerciales : des balances, réservoirs dans les stations de gazoline, camions citernes et tout instrument de mesure inférieur ou supérieur à 1 mètre
Licence d'étranger	Tout étranger ou toute société étrangère commerciale ou industrielle, avant d'exercer une activité lucrative dans le pays, devra adresser au département du commerce et de l'industrie une demande de licence indiquant la nationalité, l'adresse, la résidence, le genre d'activité du requérant et les moyens de financement de l'entreprise
Licence matières inflammables	Autorisation délivrée par l'autorité compétente à une personne physique ou morale l'habilitant à exercer sur le territoire une activité dans le secteur des matières inflammables
Licence d'exploitation	Autorisation délivrée par l'autorité compétente à une personne physique ou morale l'habilitant à exploiter des terres, des mines, etc.
Licence radio et télévision	Autorisation délivrée par l'autorité compétente à une personne physique ou morale l'habilitant à avoir un poste de radio ou une chaîne de télévision
Taxe d'irrigation	Taxe prélevée sur l'utilisation comme force motrice de l'eau provenant d'un système d'irrigation contrôlé par l'Etat
Taxe d'exploitation de carrières	
Contributions Foncières des Propriétés Bâties (CFPB)	Impôts sur propriété immobilière
Certificat de vente de bétail	
Droits d'importation	Droits de Douane (sur marchandises importées). Il s'applique lors du passage des marchandises à la frontière. Les DD sont calculés en appliquant le taux inscrit au tarif douanier à la valeur CAF des marchandises
Autres perceptions à l'importation	Autres impôts perçus à l'importation

Impôts sur les Produits	Description
Taxe sur le Chiffre d'affaire (TCA)	Taxe frappant les produits lors de l'acquisition d'un bien ou d'un service généralement supportée par le consommateur final
Droits d'accises	Taxe interne perçue comme contribution indirecte sur tout produit fabriqué, transformé ou manufacturé en Haïti, destiné à la consommation locale ainsi que sur certains produits importés tels : les produits pétroliers, l'alcool, les allumettes, la cigarette, etc.
Taxe sur tickets de voyage	Taxe prélevée sur les tickets de voyage pour l'étranger
Diverses autres recettes fiscales	
CFGDCT/biens et services	Contribution au Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales

ANNEXE 4 : NOMENCLATURES D'ACTIVITES ET DE PRODUITS

**NOMENCLATURE DES CLASSES D'ACTIVITÉS
DE LA NOUVELLE BASE DES COMPTES NATIONAUX D'HAÏTI**

Section	Division	Groupe	Descriptive	CITI Rév. 4
A			Agriculture, élevage, chasse, sylviculture et pêche	01 - 02 - 03
	A01		Agriculture et élevage	011 - 012 -013 -014-015-016
	A02		Chasse, sylviculture et pêche	017- 02- 03
B	B00		Activités extractives	05-06-07-08-09
C			Industries manufacturières	
	C01		Fabrication de produits alimentaires	
		C0101	Traitement et conservation de viande, de poissons, crustacés et mollusques	101 - 102
		C0102	Traitement et conservation de fruits et légumes	103
		C0103	Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	104
		C0104	Fabrication de produits laitiers	105
		C0105	Travail des grains et fabrication de produits amylacés	106
		C0106	Fabrication d'autres produits alimentaires et d'aliments pour animaux	107 - 108
	C02		Fabrication de boissons et produits à base de tabac	11-12
		C0201	Fabrication de boissons	110
		C0202	Fabrication de produits à base de tabac	120
	C03		Fabrication de textiles et d'articles d'habillement	13-14
	C04		Fabrication de cuir et d'articles de cuir	15
	C05		Production de bois et d'articles en bois et en liège (sauf fabrication de meubles); fabrication d'articles de vannerie et de sparterie	16
	C06		Fabrication de papier et d'articles en papier; imprimerie et reproduction de supports enregistrés	17-18
	C07		Cokéfaction et fabrication de produits pétroliers raffinés, fabrication de produits chimiques; Fabrication de préparations pharmaceutiques, de produits chimiques à usage médicinal et de produits d'herboristerie	19-20-21
	C08		Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	22
	C09		Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	23
	C10		Fabrication de produits métallurgiques de base, d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériel), d'ordinateurs, d'articles électroniques et optiques, de matériels électriques, de machines et de matériel, n.c.a., de matériels de transport	24 - 25 - 26 - 27 - 28 - 29
	C11		Fabrication de meubles	31
	C12		Autres activités de fabrication; Réparation et installation de machines et de matériel	32 - 33
D	D00		Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	35
E	E00		Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et activités de remise en état	36 - 37-38-39

**NOMENCLATURE DES CLASSES D'ACTIVITÉS
DE LA NOUVELLE BASE DES COMPTES NATIONAUX D'HAÏTI (SUITE)**

Section	Division	Groupe	Descriptive	CITI Rév. 4
F	F00		Construction	41 - 42 -43
G	G00		Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	45 - 46 - 47
H	H00		Transport et entreposage	49 - 53
I			Activités d'hébergement et de restauration	55 - 56
	I01		Activités d'hébergement	55
	I02		Activités de restauration	56
J	J00		Information et Communication	58 - 59 - 60 - 61 - 62 - 63
K			Activités financières et d'assurances	64 - 65 - 66
	K01		Activités de services financiers, à l'exception des assurances et des caisses de retraite	64
	K02		Activités d'assurances, réassurance et de caisses de retraite, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire	65
	K03		Activités auxiliaires des services financiers et des assurances	66
L			Activités immobilières	68
	L01		Services des agences immobilières et des promoteurs immobiliers	68
	L02		Loyers imputés (location de biens immobiliers pour compte propre)	68
M	M00		Activités professionnelles, scientifiques et techniques	69-70-71-72-73-74-75
N	N00		Activités de services administratifs et d'appui	77-78-79-80-81-92
O			Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	84
	O01		Administration publique et défense	841 - 842
	O02		Sécurité sociale obligatoire	843
P			Éducation	85
	P01		Éducation marchande	85 (p)
	P02		Éducation non marchande	85 (p)
Q			Santé et action sociale	86 -87-88
	Q01		Santé et action sociale marchande	86 -87-88 (p)
	Q02		Santé et action sociale non marchande	86 -87-88 (p)
R	R00		Arts, spectacles et loisirs	90 - 91-92-93
S	S00		Autres activités de services	94 - 95 - 96
T	T00		Activités des ménages privés employant du personnel domestique; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre	97 -98
U	U00		Activités des organisations et organismes extra-territoriaux	990

**NOMENCLATURE DE LA CLASSIFICATION CENTRALE
DES PRODUITS DES COMPTES NATIONAUX POUR HAÏTI**

Section	Division	Groupe	Classe	Descriptive	CPC ver 2	SH-2007	EBOPS 2010
A	A01	A0101		Produits de l'Agriculture, élevage, chasse, sylviculture et pêche			
				Produits de l'agriculture et de l'élevage	01	10 - 07 - 08	
			A010101	Céréales	011	100.1-100.8	
			A010102	Légumes frais et secs	012 - 017	070.1-070.3	
			A010103	Fruits frais ou secs	013	080.1-080.4	
			A010104	Racines et tubercules à amidon ou teneur en inuline	015	070.4-070.8	
			A010105	Autres cultures (café, cacao, sucre, etc.)	016 -018 - 019	070.9	
			A0102	ANIMAUX VIVANTS ET PRODUITS DU REGNE ANIMAL (sauf la viande)	02	01	
			A010201	Animaux vivants	021	010	
			A010202	Lait cru	022	040.1-040.2	
			A010203	Oeufs de poules ou d'autres oiseaux en coquille, frais	023	040.7	
			A010204	Autres produits de l'élevage	024 - 025	051, 030, 040.9, 510.1, 510.2, 500.1, 410.1...410.3, 430.1, 152.1	
			A02	Produits de la sylviculture et pêche			
			A0201	Produits de la sylviculture	03	44 - 13 - 45 - 08 - 06 - 14	
			A020101	Bois brut	031	440.3, 440.1	
			A020102	Autres produits de la sylviculture	le charbon de bois n'est pas un produit de la sylviculture	400.1, 130.1, 450.1, 080.2, 060.4, 140.1, 140.4	
			A0202	Produits de la pêche et de l'aquaculture	04	03 - 05 - 12	
				Produits des activités extractives			
			B01	Houilles, lignites et hydrocarbures	11 - 12	270 - 271	
			B02	Pierres, sable et argile	15	250 - 252.1	
			B03	Autres minéraux	13 - 14 - 16	25, 26, 71	
			B0301	Sel et chlorure de sodium pur; eau de mer	162	250.1	
			B0302	Autres minéraux n.c.a	reste du groupe	260, 261, 252, 710	
			C	Produits industriels			
			C01	Produits des industries alimentaires			
			C0101	Produits à base de viande, de poissons, crustacés et mollusques	211 - 212	020-021, 160, 230.1, 030, 160.4-160.5, 051.1	
			C010101	Viande et produits carnés	211	020-021, 160, 230.1	
			C010102	Préparé et conserves de poissons, crustacé, mollusques et autres invertébrés aquatiques	212	030, 160.4-160.5, 051.1	
			C0102	Préparé et conserves de légumes, de légumineuses et de pomme de terre	213 - 214	071, 200, 080, 081, 120.2	
			C0103	Huiles animales et végétales et de graisses	215 - 216 - 217 - 218 - 219	020.9, 150, 151, 140.4, 120.8, 230.4 - 230.6, 152.1 - 152.2	

**NOMENCLATURE DE LA CLASSIFICATION CENTRALE
DES PRODUITS DES COMPTES NATIONAUX POUR HAÏTI (SUITE)**

Section	Division	Groupe	Classe	Descriptive	CPC ver 2	SH-2007	EBOPS 2010
		C0104		Produits laitiers et oeufs	22	040, 350.1, 210.5	
		C0105		Produits de la minoterie, amidon et produits amylacés;	231 - 232 - 234 - 237	110, 190.1, 190.4, 100.6, 170.2, 110.8, 110.9, 350.5, 190.3, 190.5, 190.2	
			C010501	Produits de la minoterie	231	110, 190.1, 190.4, 100.6	
			C010502	Amidon et produits amylacés; sucres et sirops de sucre, n.c.a.	232	170.2, 110.8, 110.9, 350.5, 190.3	
			C010503	Produits de la boulangerie	234	190.5	
			C010504	Macaroni, nouilles, couscous et de produits farineux similaires	237	190.2	
		C0106		Autres produits alimentaires et aliments pour animaux	233 - 235 - 236 - 239		
			C010601	Préparations utilisées pour l'alimentation animale	233	230.9, 121.4	
			C010602	Sucre	235	170.1 - 170.3	
			C010603	Cacao, chocolat et confiserie	236	180.3 - 180.6, 170.4, 200.6	
			C010604	Produits alimentaires n.c.a.	239	090, 210.1, 091.0, 210.4, 350.2, 220.9, 130.2, 190.1	
	C02			Boissons et produits à base de tabac	24 - 25	22 - 24, 11.07	
		C0201		Boissons	24	220, 110	
			C020101	Alcool éthylique; spiritueux, liqueurs et autres boissons spiritueuses	241	220.8	
			C020102	Vins	242	220.4 - 220.6	
			C020103	Liqueurs à base de malt et de malt	243	220.3, 110.7	
			C020104	Boissons non alcoolisées; eaux minérales en bouteille	244	220.1 - 220.2	
		C0202		Produits à base de tabac	25	240	
	C03			Produits de l'industrie textile et articles d'habillement	26 - 27 - 28		
		C0301		Filés et de fils; tissus et surfaces textiles tuffetés; Articles textiles autre que d'habillement; Étoffes de bonneterie, habillement	26	500, 510, 520, 521, 530, 531, 550, 511, 540, 551, 580.1 - 580.2, 701.9	
		C0302		Articles textiles autre que d'habillement	27	630, 880.4, 940.4, 570.2 - 570.5, 560, 580.4, 580.6 - 580.7, 550, 590 - 591	
		C0303		Étoffes de bonneterie, habillement	28	600, 610, 611, 620, 621, 420.3, 392.6, 650, 430.2 - 430.4	
	C04			Cuir et articles en cuir	29	41 - 42 - 91.13 - 64	
		C0401		Peaux tannées ou cuir vêtu; cuir reconstitué	291	411.2 - 411.4, 410	
		C0402		Bagages, sacs à main et autres; sellerie et de bourrellerie; d'autres articles en cuir	292	420.1 - 420.2, 960.5, 911.3, 420.5	
		C0403		Chaussures et parties de chaussures	293 - 294 - 295 - 296	640	
	C05			Bois, articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	31	44 - 45 - 46	
	C06			Papier et carton; travaux d'impression et de reproduction	32	47 - 48 - 49	
		C0601		Pâte, papier et carton	321	470 - 480 - 481	
		C0602		Travaux d'impression et de reproduction de produits de l'édition	322 - 323 - 324	490.1 - 490.2	
		C0603		Autres produits de l'impression	325 - 326 - 327 - 328	490.4 - 490.8, 491, 482, 844.2	

**NOMENCLATURE DE LA CLASSIFICATION CENTRALE
DES PRODUITS DES COMPTES NATIONAUX POUR HAÏTI (SUITE)**

Section	Division	Groupe	Classe	Descriptive	CPC ver 2	SH-2007	EBOPS 2010
	C07			Produits de la Cokéfaction et produits pétroliers raffinés, produits chimiques; produits pharmaceutiques, et produits chimiques à usage médicinal et de produits d'herboristerie	33 - 34 - 35	27...36, 38...40, 44, 54, 55, 15, 71	
		C0701		Produits de la Cokéfaction et produits pétroliers raffinés	33	27 - 44	
			C070101	Essence et gasoil	33	271	
			C070102	Gaz butane et propane	33	271	
			C070103	Charbon de bois	34	44	
			C070104	Autres produits de la cokéfaction et produits pétroliers raffinés	33	28	
		C0702		Produits chimiques de base	34	27...29, 31, 32, 39...40, 15, 71, 44	
		C0703		Peintures et vernis et produits connexes	351	320 - 321	
		C0704		Produits pharmaceutiques	352	291...294, 300	
		C0705		Savons, détergents, parfums et produits d'entretien	353	340, 330	
		C0706		Fibres synthétiques et artificielles	355	550, 540	
		C0707		Autres produits chimiques; peintures et vernis et produits connexes	354	330, 350, 340, 380...382, 360	
	C08			Produits en caoutchouc et en matières plastiques	36	39 - 40	
		C0801		Pneus et chambres à air	361	401	
		C0802		Autres produits en caoutchouc	362	400, 401.0, 401.4...401.7, 590.6	
		C0803		Plastique semi-manufacturé et produits en plastiques	363-364 - 369	391 - 392, 940.5, 650.6, 854.7, 300.6	
	C09			Verre, produits en verre et autres produits minéraux non métalliques	37	68...70, 25, 85.4	
		C0901		Verre et articles en verre	371	700...702, 854.6, 940.5	
		C0902		Articles en céramique no structurels	372	690.9...691, 854.6...854.7	
		C0903		Produits réfractaires et de construction en argile non réfractaires	373	690.1...690.8, 681.5, 381.6	
		C0904		Piâtre, chaux et ciments	374	251 - 252	
		C0905		Ouvrages en béton, ciment et piâtre; autres produits minéraux non-métalliques n.c.a.	375 - 379	680 681, 382.4, 251.7, 380.1, 281.8	
	C10			Produits métallurgiques de base, ouvrages en métaux (sauf machines et matériel), ordinateurs, articles électroniques et optiques, matériels électriques, machines et matériel, n.c.a., matériels de transport	41 - 42 - 43 - 44 - 45 - 46 - 47 - 48 - 49	71...87, 90 - 91, 93 - 94, 37, 63	
		C1001		Métaux de base	41	71...76, 79...81, 28	
		C1002		Produits métalliques à l'exclusion des équipements et machines	42	73, 76.1, 84.0, 74, 76.82, 83, 78, 79, 80	
		C1003		Équipements et machines	43 - 44 - 46	84, 85.1, 87, 93, 63, 73, 94.05	
		C1004		Machines de bureau, machines comptables et machines de traitement de l'information	45	84.6, 84.7, 84.4	
		C1005		Matériel et appareils de radio, de télévision et de télécommunications	47	85	

**NOMENCLATURE DE LA CLASSIFICATION CENTRALE
DES PRODUITS DES COMPTES NATIONAUX POUR HAÏTI (SUITE)**

Section	Division	Groupe	Classe	Descriptive	CPC ver 2	SH-2007	EBOPS 2010
		C1006		Instruments et appareils médicaux, instruments de précision et d'optique, horlogerie	48	90, 84.1, 94, 85.2, 37, 91	
		C1007		Matériel de transport	Division 49	86...89	
	C11			Meubles	381	94	
	C12			Autres produits manufacturés transportables	38 excepté 381	71, 92...97, 66, 67, 59, 37, 36, 34, 42	
	C13			Déchets et produits de récupération	39	050, 230, 180, 090, 240, 500.3, 510, 520, 550, 630, 631, 411, 380, 470, 400, 401, 391, 440, 252, 261...262, 711, 720, 740, 750, 760, 780, 790, 800, 810, 811, 890, 854, 382, 271	
D				Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	17	27-22	
	D01			Électricité	171	271	
	D02			Gaz	172	270	
	D03			Production et distribution d'eau chaude, glace et neige	173	220	
E				Eau distribuée; assainissement; gestion des déchets et remise en état	18 - 94	22	
	E01			Eau distribuée	18	22	
	E02			Assainissement; gestion des déchets et remise en état	94		
F				CONSTRUCTION	54		1
	F01			Travaux de construction relatifs aux bâtiments résidentiels	541		1.1
	F02			Travaux de construction relatifs aux ouvrages de génie civil	542		1.2
	F03			Autres travaux de construction	543 - 544 - 545 - 546 - 547		1.3
G				Services de Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	61		2
H				Services de Transport et Entreposage	64 - 65 - 66 - 67 - 68		3
	H01			Transport de passagers	64		3.1
	H02			Transport de fret	65		3.2
	H03			Location de voitures avec chauffeur	66		3.3
	H04			Support aux activités de transport	67		3.4
	H05			Services postaux et de courriers	68		3.5
I				Services d'hébergement et de restauration	63		4
	I01			Services d'hébergement	631 - 632		4.1
	I02			Services de restauration et de débits de boissons	633 - 634		4.2
J				Services d'information et de communication	84		5
K				Services financiers et d'assurances	71		6
	K01			Services financiers, hors assurances et caisses de re-traites	711- 712		6.1

**NOMENCLATURE DE LA CLASSIFICATION CENTRALE
DES PRODUITS DES COMPTES NATIONAUX POUR HAÏTI (SUITE)**

Section	Division	Groupe	Classe	Descriptive	CPC ver 2	SH-2007	EBOPS 2010
		K0101		Services d'intermédiation monétaire (banque centrale)	71111		6.1.1
		K0102		SIFMI	non inclus dans CPC		6.1.2
		K0103		Autres services d'intermédiation monétaire	Autres de 711 - 712		6.1.3
	K02			Services d'assurance et de caisses de retraite, à l'exclusion de la sécurité sociale obligatoire; services de réassurance	713 - 714		6.2
	K03			Services auxiliaires et autres services	715 - 716		6.3
L				Services immobiliers	72		7
	L01			Services des agences immobilières et des promoteurs immobiliers	72		7.1
	L02			Loyers imputés (location de biens immobiliers à soi-même)	non inclus dans CPC		7.2
M				Services de recherche et de développement	81 - 82 - 83		8
N				Activités de services administratifs et d'appui	73 - 85- 86 - 87- 88 - 89		9
O				Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	91		10
	O01			Services d'administration publique et défense	911 - 912		10.1
	O02			Services de sécurité sociale obligatoire	913		10.2
P				Éducation	92		11
	P01			Enseignement primaire	921		11.1
	P02			Enseignement primaire	922		11.2
	P03			Enseignement secondaire	923		11.3
	P04			Enseignement secondaire technique ou professionnel	924		11.4
	P05			Enseignement supérieur et postsecondaire non supérieur	925		11.5
	P06			Autres services d'enseignement	929		11.6
Q				Santé et action sociale	93		12
	Q01			Services de santé humaine	931		12.1
	Q02			Action sociale	932 - 933 - 934		12.2
R				Arts, spectacles et loisirs	96		13
S				Autres services	97		14
T				Activités des ménages privés employant du personnel domestique; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre	98		15
U				Activités des organisations et organismes extra-territoriaux	99		16

INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

Delmas 83, Rue Pergonia # 2

Tél. : (509) 2943-2665

e-mail : ihsi@ihsi.ht / dseihsi2000@yahoo.fr